

Rouge

Dossier

Election européenne

P 2/3/4/5/6 et 16

M 1578 N° 1118 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

22 au 28 juin 1984

Le gouvernement nous mène à la catastrophe

Pour arrêter
la droite et Le Pen

c'est aux travailleurs
d'imposer
une autre politique



DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DE LA LCR

Après le 17 juin

Le 17 juin, c'est 43 % d'abstentions, une défaite de la gauche, une droite arrogante et majoritaire, la percée nationale de Le Pen. Telle est la lourde addition présentée aux travailleurs par la majorité PS-PCF après trois années de politique d'austérité du gouvernement.

Largement majoritaire à l'Assemblée, la gauche est minoritaire le 17 juin.

Largement majoritaires le 17 juin, le RPR, l'UDF et le Front national prétendent contester la légitimité du vote du 10 mai.

Une crise politique majeure s'ouvre. Les aspirations des travailleurs, exprimées le 10 mai 1981, s'opposent à la poussée réactionnaire du 17 juin 1984. La droite ne peut postuler au pouvoir qu'en s'alliant à Le Pen. La majorité du 10 mai ne peut s'affirmer qu'en rejetant l'austérité gouvernementale soutenue par le PS et le PCF.

Cette crise politique ne peut maintenant se dénouer que si les travailleurs interviennent par leurs propres méthodes, celles de la lutte des classes.

La politique de la gauche nous mène à la catastrophe

Il y a trois ans, le PS et le PCF gagnaient une majorité parlementaire sans précédent. Pour leurs militants, l'heure des bilans a désormais sonné.

Cette fois, le PS régresse pour n'avoir pu cacher derrière un laborieux discours sur l'Europe sa responsabilité dans la gestion anti-ouvrière de la crise. Il subit le même échec que tous les partis gouvernementaux européens qui appliquent une politique d'austérité.

La direction du PCF a voulu jouer sur l'ambiguïté : faire croire qu'elle était contre le chômage et la baisse du pouvoir d'achat alors qu'elle approuvait ces mesures au gouvernement et au Parlement. Comment les travailleurs pourraient-ils se reconnaître dans ce double langage ? Ce nouveau coup, le PCF se l'est infligé lui-même. Il a choisi la gestion capitaliste de la crise au détriment des intérêts et de la mobilisation des travailleurs.

Déception, désarroi, désorientation, voilà ce que ces deux partis ont porté dans les rangs ouvriers en adoptant une politique qui sert les intérêts capitalistes. Car ces résultats confirment et amplifient ceux des municipales. Un certain glissement à droite de l'électorat populaire ainsi qu'un développement de l'abstention.

Et ce n'est pas en appelant à l'union nationale avec une partie de la droite contre le « péril fasciste » qu'ils redresseront la situation. Car cette union nationale serait la couverture de nouvelles attaques contre les travailleurs et un marché de dupes...

D'ailleurs, Jacques Delors vient de déclarer d'ores et déjà : « La rigueur sera poursuivie »...

C'est justement dans les bagages de l'austérité qu'est venu Le Pen...

Qui est Le Pen ?

Le Pen est l'enfant de la droite, mais il doit également son succès à une politique du gouvernement de gauche qui a trahi les espoirs du 10 mai 1981. Les dirigeants de gauche ont trompé les travailleurs et ont ouvert la voie à toute la démagogie dont est capable Le Pen. L'inertie des directions syndicales, plus promptes à soutenir la politique gouvernementale qu'à défendre les revendications des travailleurs lui ont laissé le champ libre. Sans oublier la publicité complaisante faite à Le Pen à la télé et à la radio...

Le Pen et le Front national sont un danger pour les travailleurs.

Le Pen pèse sur la droite française pour la radicaliser. Peut en témoigner la manifestation de la droite le 24 juin.

Il s'attaque aujourd'hui aux immigrés, il s'en prendra demain, s'il le peut, à toute la classe ouvrière. Le Pen construit un courant raciste dans la tradition fasciste, qui prépare les affrontements contre la classe ouvrière. Il va encourager tous ceux, petits patrons anti-grève, syndicats jaunes, secteurs ultras de l'école privée qui veulent s'en prendre aux acquis de la classe ouvrière.

Le danger n'est pas le développement rapide d'un mouvement fasciste de masse. Mais la percée de Le Pen est l'indice le plus sûr de grandes tensions entre les classes.

Le seul atout des travailleurs

Les rapports de forces électoraux sont une chose. Les rapports de forces réels entre travailleurs et capitalistes sont une autre chose.

En Italie pour l'échelle mobile, en Allemagne pour les trente-cinq heures, en Angleterre contre les licenciements, partout où la classe ouvrière lutte, partout où les partis ouvriers ne participent pas directement à la gestion gouvernementale de la crise capitaliste, la droite a reculé.

Arrêter la spirale de l'échec, c'est possible.

● La LCR appelle tous les travailleurs à refuser les licenciements, toute baisse du pouvoir d'achat, et à imposer par la lutte « le changement au service des travailleurs ».

● La LCR appelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques, tous les ouvriers antifascistes à bâtir un front uni contre le racisme et la montée des fascistes du Front national.

Se battre contre l'austérité, contre la droite et l'extrême droite, défendre une politique au service des travailleurs, telles sont les tâches urgentes pour construire une nouvelle force alternative à la politique du PS et du PCF.

La LCR, qui a pris l'initiative d'un rassemblement des travailleurs contre l'austérité et contre la droite, s'adresse à tous les travailleurs, à tous les militants, à toutes les organisations qui veulent vraiment défendre les intérêts ouvriers et populaires : « Agissons ensemble et avançons dans la voie d'un nouveau parti pour les travailleurs. » Les centaines de milliers de voix qui se sont portées sur les listes révolutionnaires montrent qu'il faut compter avec une force ouvrière de gauche, indépendante de la politique du gouvernement.

La LCR s'adresse à Lutte ouvrière et au PCI, pour qu'ensemble ces trois organisations unissent leurs efforts dans une telle perspective.

Travailleurs, travailleuses, la percée de Le Pen et l'échec de la gauche sont des mauvais coups. L'heure n'est pas à la résignation et à baisser les bras.

En 1986, on peut, on doit battre la droite.

Dès maintenant, on peut, on doit inverser le cours des choses. On peut, on doit barrer la route à Le Pen et à ses fascistes. Pour atteindre ces objectifs sans attendre, il faut battre la politique d'austérité du gouvernement.

Il faut construire dans les luttes une alternative unitaire et de classe qui défende une autre politique au service des travailleurs.

Bureau politique de la LCR

Le 18 juin 1984

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom _____
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	_____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

ELECTION EUROPEENNE

PCF : l'hémorragie

Rien ne peut masquer le déclin du PCF.

Les dirigeants qui se sont exprimés au soir des élections européennes n'ont pas plus tenté de masquer ce phénomène que l'Humanité du mardi suivant.

L'échec du PCF est patent et prend d'autant plus de résonance lorsque Le Pen talonne de quelque cinquante mille voix le score de Georges Marchais.

A la Libération, un électeur sur quatre votait communiste. Aux heures sombres de 1958, le PCF avait atteint ce que chacun croyait être son score plancher : 18,9 %. De 1967 à 1979, le PCF s'est maintenu de 22 à 20 %. Après ce fut la chute imparable : 15 % en 1981, pour arriver aujourd'hui à ces fatidiques 11 %.

La direction du PCF ne tente plus d'avancer comme après 1981 le moindre argument prétextant du type d'élection pour expliquer les pertes de voix. En 1981, l'échec de Georges Marchais était expliqué par la personnalisation du scrutin qui handicapait le PCF et le manque de tradition du parti sur ce type d'élection. Tout cela évidemment ne tient plus.

Disons-le d'emblée, nous n'avons aucune raison de nous réjouir du score fait par le PCF à ces élections. Le combat des révolutionnaires est d'arracher les travailleurs à l'emprise de politiques qui les mènent à des impasses comme celles du PS et du PCF. Mais quelle

est la conséquence de la perte de substance du principal parti qui organise les travailleurs, lorsque cette chute est le produit d'un découragement, d'un écoeurement de millions de travailleurs ? La seule et unique est une perte générale des forces du mouvement ouvrier, un

amoindrissement des capacités d'action face aux patrons.

Responsable à 100 %

Mais ne pas se réjouir ne veut pas dire excuser, car la direction du PCF est responsable à 100 % de ce découragement.

Depuis Mai 68, le PCF s'est discrédité auprès de millions de travailleurs par son double langage, par son opposition souvent frontale à des offensives déterminées contre les forces du capital. Dès lors que, à l'agonie du gaullisme, une nouvelle génération s'est levée contre les plans capitalistes, loin de

la capter comme elle avait su le faire en 1936 et à la Libération, la direction l'a le plus souvent brisée, écoeurée.

Bien sûr à cela s'est ajoutée la complicité affichée de Jacques Duclos et à sa suite de Georges Marchais avec les crimes actuels du stalinisme en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Afghanistan. La droite a su en tirer le meilleur profit dans des campagnes anti-communistes, mais là encore des millions de travailleurs en ont perdu la confiance dans les idéaux de liberté et d'espoir du communisme. Aujourd'hui en 1984, le PCF récolte les fruits amers de son double langage.

Leroy et Juquin ont été chargés à la place d'un Georges Marchais silencieux de tirer le bilan de cette élection : « Mécontentement et déception devant la politique gouvernementale », disent-ils.

Mais le PCF avait juste-

ment tenté de « coller » à ce mécontentement en faisant une campagne anti-austérité et antichômage. Les travailleurs ne se bercent pas de paroles, surtout lorsqu'elles viennent d'un parti dont les ministres et les députés cautionnent jour après jour la politique du gouvernement. La duplicité n'a pas payé !

Quels choix pour la direction ?

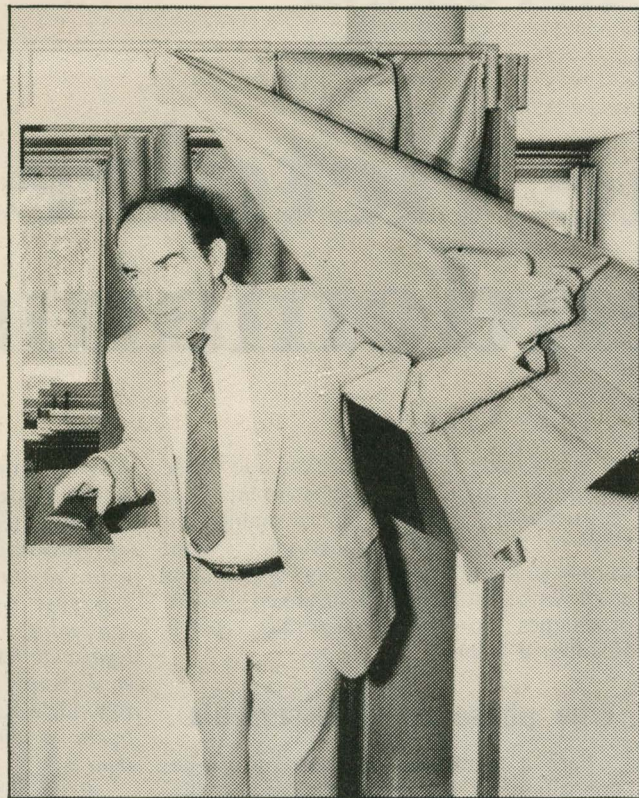
Leur première crainte est de faire les frais d'un recensement du gouvernement qui les réduirait sans qu'ils l'aient vraiment voulu au rôle de commentateurs de la situation. Mitterrand ne fera sans doute pas ce choix, trop lourd de tensions sociales. Mais que peut faire le PCF ? Quitter le gouvernement comme un rat abandonne le navire sans avoir d'autre chaloupe de sauvetage que le triste « on vous l'avait bien dit » ? Quel aveu d'impuissance pour un parti

qui ne se résoudrait pas pour autant à prendre la tête du combat contre l'austérité.

Rester solidaire d'un gouvernement qui va vers le naufrage ? Dans les entreprises, les travailleurs s'en sentent de moins en moins solidaires et Mitterrand risque bien de les laisser en route à la prochaine défaite. C'est désormais entre Charlyde et Scylla que va naviguer la barque du PCF. Et même s'il choisit lui-même de se précipiter dans le tourbillon ou contre le récif, il restera toujours prisonnier de son refus d'organiser réellement le combat anticapitaliste des travailleurs. Les sidérurgistes lorrains, ceux des chantiers navals sont les témoins vivants de ses reniements.

Que le plus grand nombre de militants du PCF sachent tirer les vraies leçons d'une chute que la direction ne pourra pas réellement expliquer.

Laurent Carasso



PS : le prix de l'austérité

Les conseillers ne manquent pas pour demander au PS de prendre franchement un profil « moderniste » et d'abandonner l'alliance avec le PCF. Mais l'échec du centre gauche met aujourd'hui Jospin et Mitterrand dans une impasse qui alimentera de nombreux débats dans le parti.

Parti dominant du gouvernement, le PS subit un échec qui n'apparaît pas tant dans le score obtenu que dans l'impasse politique dans laquelle il se retrouve. Côté score, en effet, le parti perd le crédit de la « vague rose » de 1981, mais maintient un poids électoral identique à celui de 1979. Il n'y a pas dans le PS la destruction électorale que l'on rencontre dans le PCF, principale victimes des abstentions ouvrières.

L'échec du PS dans ces élections est surtout dans le score de ses alliés, même s'il connaît un tassement électoral qui le ramène au niveau de 1971.

Le cadre principal d'alliance maintenu lors du congrès de Bourg-en-Bresse était celui de l'Union de la gauche. Ce cadre n'est évidemment plus électoralement majoritaire et nombreux seront ceux dans le PS pour dire que le bénéfice tiré de l'alliance — en particulier l'aide qu'apporte dans les entreprises le PCF pour

l'application de l'austérité — ne vaut pas les risques encourus.

L'autre cadre d'alliance que tente de promouvoir l'Elysée est la création d'un centre gauche pour pallier à la perte d'assise populaire. L'échec est pour l'instant total...

Le sol se dérobe sous le pied gauche de Mitterrand sans qu'il trouve à main droite une prise solide à laquelle se raccrocher.

Quelles sont dès lors les possibilités tant pour le président que pour le premier secrétaire du PS ?

Le reproche essentiel fait par les « conseillers » est l'écart entre l'idéologie « archaïque », qui est encore celle du PS, et la politique réellement mise en œuvre qui aurait bien besoin de propagandistes sérieux et non pas d'un PCF qui ne fait que la critiquer et d'un PS qui n'ose pas vraiment la défendre. Tout montre que les socialistes ne sont pas prêts à sortir de cette contradiction.

Côté « parti », en effet, la

direction sait bien que le maintien du poids du PS n'est possible justement que si l'austérité apparaît comme une nécessité temporaire et non une vertu.

Aussi lui est-il impossible de prendre l'image « moderniste », dans le style parti social-démocrate anglais dont l'échec de l'ERE a montré le peu de poids dans le pays. Il est même possible pour tenter de regagner les voix perdues par le PCF que la direction tente au contraire de moins apparaître comme le parti du président et gauchise le ton ; c'est le conseil de Jean Poperen.

Côté « Elysée », la seule alternative est de continuer à « user » Mauroy jusqu'en 1985 et de le remplacer à la veille des législatives par Rocard ou Delors, ce qui augmentera les possibilités de déstabilisation de la droite ; ou, ce qui serait tout aussi imprudent, de faire ce choix à la veille du vote du budget 1985 en donnant tout de suite l'image d'une présidence et d'un gouvernement « ouvert à droite », abandonnant les « batailles archaïques » comme celle de la laïcité.

Aucun de ces choix ne répond à la situation qui est bel est bien le rejet de la politique du gouvernement et non celle d'un homme. Aussi le débat est-il dès maintenant largement ouvert dans le Parti socialiste.

L. C.

Depaquit-Fiszbin devant leur bilan

Les 0,72 % sanctionnent le fiasco de la liste Fiszbin-Depaquit. Ceux qui se voulaient la troisième liste de gauche, « Différents — de gauche — en France, en Europe », se retrouvent avec le plus petit score à gauche, bien après les écologistes, bien après l'extrême gauche...

Ils voulaient enrayer le phénomène abstentionniste de gauche, « donner un nouvel élan à la gauche », « pour que l'espoir ne change pas de camp... ». Pour cela, ils s'étaient proclamés « différents », et se réclamaient des mouvements féministes, antiracistes, pacifistes... L'ampleur de leur échec montre clairement qu'il est une chose incontournable : on ne peut, après trois années de gouvernement de gauche, se dire

« différents » du PS et du PC, prétendre s'inscrire dans les luttes antiracistes, féministes, contre la guerre, et en même temps cautionner intégralement la politique suivie par ce gouvernement. On ne peut escompter remobiliser l'électorat de gauche, en faisant l'économie de réponses clairement anticapitalistes à la crise, de réponses aux difficultés que vivent les travailleurs et travailleuses par rapport à leur emploi ou leur pouvoir d'achat.

Cette leçon de choses est à valoir pour les mois et années qui vont suivre. Le plus urgent n'est pas comme le dit frileusement Fiszbin « de serrer les rangs et de faire front ». Le plus urgent aujourd'hui si l'on veut réellement remobiliser la gauche et

enrayer le septicisme qui l'a atteint, c'est d'être sans ambiguïté du côté des revendications et des luttes des travailleurs, des mouvements féministes, antiracistes et antiguerrre. De ce point de vue, la critique de la politique de collaboration de classes et pro-impérialiste du gouvernement est évidente et nécessaire.

A ce titre aussi les militants du PSU doivent s'interroger - devant le risque de voir leur courant, qui pourtant se réclamant d'une « autre politique » et qui a justifié ainsi la nomination de leur secrétaire nationale comme ministre, rayé de la carte politique comme organisation indépendante.

Sonia Folloni



ELECTION EUROPEENNE

Droite : une victoire pour quels lendemains ?

Paradoxalement, malgré ses 41 %, la droite parlementaire ne pavoise pas. Car plus la perspective de son retour aux affaires devient crédible, plus les problèmes laissés jusqu'alors en suspens deviennent brûlants.

Avec 41 % des suffrages et plus de la moitié des sièges au Parlement européen, les représentants de la liste unique RPR-UDF devraient pavoiser. Pourtant, au soir du 17 juin, ils affichaient des mines presque aussi sombres que celles des leaders de l'Union de la gauche.

Au-delà de l'arithmétique électorale, l'opération se révèle en effet un véritable fiasco. Quand il imposa l'unité de candidature, Chirac espérait bien avoir fait progresser de façon décisive la position hégémonique du RPR sur le front de l'opposition. Mais au fur et à mesure que se développait la campagne, les notes discordantes s'accumulaient. Chacun des prétendants à la magistrature suprême multipliait les déclarations destinées à faire trébucher son concurrent. Les désaccords sur l'Europe ou la tactique intérieure apparaissaient au grand jour.

Les résultats sont là. Non seulement la droite parlementaire n'est pas parvenue à mordre significativement sur des secteurs élargis (les résultats de Simone Veil sont même inférieurs aux résultats des deux listes de droite présentes en 1979), mais une partie notable de sa propre base s'est laissée charmer par les sirènes du Front national.

Crise ouverte

Au lieu de mettre le pouvoir à portée de sa main, le scrutin du 17 juin provoque donc une crise ouverte dans le camp réactionnaire. La raison en est simple. Après sa défaite de 1981, la droite voulut surtout colmater les brèches et présenter un visage

« unitaire ». Cela lui permit de profiter de l'effritement des partis gouvernementaux et de remporter la plupart des élections intermédiaires. Paradoxalement, plus son retour aux affaires gagnait en crédibilité, plus les problèmes laissés en suspens devenaient brûlants.

Car le problème fondamental de la droite, c'est qu'elle n'est pas prête à exercer le pouvoir. Elle est toujours divisée en deux formations rivales, dont les programmes ont peu de consistance et dont les électeurs ne sont guère différents. Elle n'a pu, de ce fait, se doter d'un leader incontesté. Et surtout, elle ne dispose d'aucun projet susceptible de regagner durablement les fractions de l'opinion qui basculèrent à gauche entre 1974 et 1981.

Dans le *Quotidien de Paris* du 19 juin, Philippe Tesson fournit une remarquable analyse de cette impasse. « *Reconquérir le pouvoir, écrit-il, cela devra signifier le mériter, le conserver, mettre en chantier un certain nombre de réformes et contre-réformes et les faire accepter par les Français.* » Il accumule ensuite les constats de carence : « *Les états-majors des partis se sont à peine renouvelés. (...) L'opposition donne le sentiment de ne vivre son avenir qu'en termes de restauration. (...) L'opposition n'offre à la France aucun sujet d'exaltation. (...) Ni idéologiquement ni politiquement, l'opposition de droite n'a mis suffisamment à profit la vacance dans laquelle elle se trouve depuis trois ans pour faire progresser sa pensée. (...) Qu'est-ce que veut dire être RPR ? Être giscardien ? Être libéral ? Être centriste ? Être conservateur ?* » Voilà qui a au moins le mérite de la clarté.

Selon toute probabilité, c'est une phase de débat aigu, de reclassements, de redistribution des cartes qui va maintenant s'ouvrir. Deux questions vont immédiatement cristalliser les orientations en présence : la tactique à suivre en vue des prochaines échéances électorales et les alliances à nouer.

Une phase de reclassements

Face à la montée de l'extrême droite, l'opposition va devoir radicaliser son discours pour stopper l'hémorragie vers le Front national et favoriser le retour des transfuges. Mais elle doit simultanément éviter de se lancer dans des opérations « extraparlémentaires » qui pourraient provoquer un sursaut populaire. Entre ces deux bornes, la marge est singulièrement étroite. On le voit, à propos de la manifestation du 24 juin, avec les hésitations des états-majors devant une initiative qui risque de ne bénéficier qu'aux secteurs « ultras ».

Le même débat traverse, depuis le lendemain des élections européennes, toutes les formations de la droite, à propos d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale. Il oppose les tenants d'une ligne

d'affrontements directs à ceux qui préfèrent une tactique d'usure donnant à l'opposition le temps nécessaire à la réorganisation de son dispositif. A Philippe Malaud qui parle « *du devoir impérieux des responsables politiques de l'opposition, toutes tendances confondues, de trouver d'autres moyens légaux de les mettre en échec* [les marxistes] *et d'assurer leur déstabilisation définitive* », répond le RPR Michel Noir : « *On n'a pas intérêt à dire démission, dissolution, élection.* »

Première concrétisation de ces divergences : l'attitude à observer face au Front national. Les voix de ce dernier sont devenues indispensables à une victoire électorale. Mais l'alliance avec Le Pen risque de sanctionner une fracture au sein de l'électorat oppositionnel, voire de provoquer un retour à gauche de secteurs qu'inquiéterait une telle perspective. D'où la cacophonie qu'on constate à ce propos au RPR et à l'UDF.

Une telle crise d'orientation ne peut, dans les prochains mois, que se traduire par de grandes fluctuations qui peuvent déboucher sur des développements brusques.

Christian Picquet

ERE

Une baudruche qui a manqué d'air

La liste ERE (Entente radicale écologiste) n'a pas remporté le score escompté. 3,31 %, même pas un député ! Pour ceux qui s'étaient fixé comme objectif d'avoir une quarantaine de députés aux législatives de 1986, c'est un mauvais départ !

Les plus marris dans cette histoire sont sûrement ceux qui, à l'Elysée, comptaient sur la reconstitution d'un centre qui permettrait de modifier la

majorité présidentielle après 1986, à droite, tout en restant dans une fourchette traditionnelle : radicaux de gauche, ex-UDF et autres « apolitiques » ! Mitterrand va devoir ramer pour assurer la crédibilité de son projet.

Quant à Stirn, Doubin et Lalonde, ils ne défont pas : « *La droite va-t-elle accepter les voix de l'extrême droite ? Si oui, les voix du centre quitteront la droite. Nous serons une structure d'accueil.* » Tout un programme !

ELECTION EUROPEENNE

Extrême-droite : le choc des 11 %

La poussée de l'extrême droite n'est comparable ni à la montée du fascisme dans l'Entre-deux-guerres, ni aux succès du mouvement poujadiste en 1956. Il n'en reste pas moins qu'elle traduit des tendances inquiétantes.

« Un événement d'une gravité exceptionnelle. » Ces mots de Le Pen s'appliquent bien aux résultats du Front national. Avec 11 % des suffrages (ce qui le met à 0,28 % du PCF), ce groupe atteint désormais le seuil de la crédibilité institutionnelle. En dépit du contexte particulier, un tel résultat bouleverse les équilibres politiques en France.

Nous ne sommes pas en présence d'événements semblables à ceux qui aboutirent à la victoire du fascisme et du nazisme dans les années vingt (voir page 2). Il n'en demeure pas moins que le scrutin du 17 juin est le révélateur d'évolutions profondes.

Un révélateur

Trois tendances ressortent de l'analyse des résultats du Front national.

1. Il s'agit d'un vote essentiellement urbain. La liste de Le Pen ne récolte, par exemple, que 2,66 % des voix dans le Cantal et 2,7 % dans la Creuse. En revanche, en région parisienne, il dépasse souvent le PCF : 15,24 % à Paris, 14,97 % dans le Val-d'Oise, 14,62 % en Seine-et-Marne, 15,98 % en Seine-Saint-Denis, etc. De même il recueille 22 % à Aix-en-Provence, 21,4 % à Marseille et 19,1 % à Roubaix.

Un tel décalage est significatif. La crise économique provoque un large sentiment d'insécurité qui secrète l'apparition de tendances au repli, à l'exacerbation des divisions au sein de la population laborieuse, à la recherche de boucs émissaires. Ce qui crée un terrain propice à tous les discours xénophobes et sécuritaires. Quand on les interroge sur leurs motivations, les électeurs du Front national citent en premier l'insécurité, l'immigration et le chômage (sondages SOFRES et IFOP).

D'autres éléments viennent grossir la vague. C'est le cas de la peur qui s'empare de certaines fractions de la petite-bourgeoisie traditionnelle (commerçants, artisans...) devant la multiplication des faillites et l'alourdissement de la fiscalité.

2. Ces tendances se font d'autant plus fortes qu'elles interviennent à un moment où les grandes organisations ouvrières, enlisées dans la gestion de la crise, sont in-

capables d'offrir la moindre perspective mobilisatrice. Les partis au pouvoir se trouvent discrédités par leur politique d'austérité et leurs reniements devant les puissances de l'argent. Les directions syndicales ont abdiqué de leurs tâches élémentaires de défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. La déception, le désarroi, la désorientation tendent donc à se répandre.

Les conditions sont donc objectivement créées pour que l'extrême droite, recourant à un discours « radical » et « anti-politiciens », exploite les effets de la situation économique au sein de certaines catégories populaires. Les sondages indiquent que 27 % des électeurs de Le Pen sont des cadres moyens ou des employés et que 13 % sont des ouvriers. 17 % de cet électoral déclare avoir voté pour la gauche au premier tour des présidentielles de 1981.

Les résultats dans certains bastions ouvriers confirment cette analyse. Le Front national obtient par exemple 15,98 % en Seine-Saint-Denis. Par rapport à 1979, la droite traditionnelle reste stable dans ce département, le PS perd un point et le PCF seize points. Il paraît donc probable qu'une partie notable de l'électorat de gauche a exprimé un vote sanction en se reportant directement sur Le Pen.

3. Il reste que l'essentiel des voix du Front national provient de la fraction radicalisée de l'électorat de droite. 12 % des électeurs de Giscard et 18 % de ceux de Chirac ont cette fois rejoint Le Pen. C'est la manifestation la plus nette de la crise de l'opposition parlementaire.

Ce transfert a été largement facilité par l'évolution idéologique de la droite depuis 1981. Face à la venue au pouvoir de la gauche, l'UDF et le RPR ont repris à leur compte les thèmes véhiculés par l'extrême droite, afin de souder leur base dans l'attente des échéances ultérieures. La « reconquête » du pouvoir tardant, Chirac et Giscard n'ayant pas les moyens de précipiter le calendrier électoral au stade actuel, les réactions d'impatience ne pouvaient que se développer parmi les secteurs « ultras ».

Quel sera l'avenir du Front national ? Quelle place prendra-t-il dans la recomposition à droite ? Il est encore trop tôt pour le dire. On peut cependant faire un certain nombre de remarques.

Avenir incertain

Pour stabiliser son audience, Le Pen devra tout d'abord combler l'écart considérable entre les résultats du 17 juin et la réalité de son parti qui ne représente encore que quelques milliers d'adhérents. En second lieu, beaucoup dépendra de la capacité de la droite tradition-

nelle à surmonter ses difficultés. Une grande partie des électeurs du Front national affirment en effet être prêts à retourner vers le RPR dans un autre contexte électoral, ce qui est un facteur de faiblesse pour le Front national. Enfin, Le Pen risque de buter sur une contradiction : celle qui opposera de plus en plus son profil « antiparlementaire » à sa volonté de négocier sa place dans un front de l'opposition.

Il n'empêche que, quelles que soient ses limites, la menace doit être prise au sérieux.

Christian Picquet



Un homme dangereux

Le Front national se défend de l'accusation de racisme et de fascisme. Pourtant, l'itinéraire militant de son président, comme des hommes qui l'entourent, montre ses vraies tendances.

Le Pen a donc, en partie, réussi son opération « banalisation ». Deux millions d'électeurs se sont laissés influencer par ses propos démagogiques. Là réside bien le danger de la situation présente. Car le président du Front national n'est pas un politicien « comme un autre ». Il représente une tradition et incarne des idées qui sont une menace pour le mouvement ouvrier, pour les libertés.

Une carrière mouvementée

Le Pen apparaît en politique au début des années cinquante, en devenant président de l'Association corporative des étudiants en droit de Paris. Il se fait à cette époque remarquer par ses propensions à la violence. En janvier 1956, un rapport de police le décrivait, par exemple sous ces traits : « De forte carrure et de bonne présentation, M. Le Pen est considéré dans son entourage comme un homme violent lorsqu'il est sous l'empire de la boisson. »

En 1956, alors qu'il était député du mouvement de Pierre Poujade, Le Pen s'engagea en Algérie, dans la 10^e division parachutiste. Dans la guerre contre les partisans du FLN, il fut un fanatique de la « gégène ». Un rapport du commissaire

Gilles, du commissariat central d'Alger, en date du 1^{er} avril 1957, relate la plainte de Yahiaoui Abdenou qui indique que « deux fils électriques furent reliés aux lobes de ses oreilles et le lieutenant Le Pen lui-même faisait fonctionner un magnéto à manivelle, à l'aide de laquelle il lui envoyait des décharges électriques dans le corps ».

Démobilisé, séparé de Poujade, il fut ensuite l'un des fondateurs du Front national des combattants (FNC) avant de diriger le Front national pour l'Algérie française (FNAF), deux mouvements qui servirent de fait de paravents légaux à l'OAS naissant.

Des propos éloquentes

Durant toute cette période, Le Pen se signala par des propos qui en disent long sur ses convictions profondes. En 1956, à l'Assemblée nationale, il apostropha ainsi Pierre Mendès-France : « Vous n'ignorez pas que vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques et presque physiques. »

A l'époque, l'actuel chef du Front national était moins soucieux qu'aujourd'hui de sa respectabilité. En 1962, il fonda la Société d'études et de relations publiques (SERP), spécialisée

dans l'édition de disques et de cassettes. Dans son catalogue, on trouvait des titres du genre : « Les Paniers-Voix et chants des blindés allemands pendant la Seconde Guerre mondiale » ; « Hitlerjugend » ; « Voix et chants de la révolution allemande (1933-1939) » ; « La Wehrmacht au combat (1941-1942) », etc. Sur la pochette d'un disque intitulé « Mussolini et le fascisme », on trouvait également ce commentaire plus qu'élogieux : « La vie de Benito Mussolini se confond pendant deux décades avec l'histoire de l'Italie et avec celle du fascisme dont il est le fondateur et le chef, le Duce. Avec lui, ce mouvement s'est voulu religion de la jeunesse. C'est elle que vous entendrez avec ses chants d'adolescents ou de guerriers, tandis qu'en contrepoint la voix du Duce caresse, exalte, menace. »

Le Pen a-t-il aujourd'hui changé ? Il le dit. Mais l'historien Joseph Algazy rapporte dans son dernier ouvrage, qu'interviewé par lui le 7 janvier 1981, le chef du Front national « prétendit que les descriptions des nazis allemands sous les traits de démons n'étaient que de la fiction et que celles des hauts faits de la Résistance n'étaient que du cinéma (1) ». A notre connaissance, il n'a pas été démenti. Et c'est tout un programme lorsqu'on sait que dans son récent livre, Le Pen explique : « Il faut rétablir l'ordre mais aussi l'ordre social (...) Ce qui est insuffisant, c'est la volonté de répression (2) »

Des alliés révélateurs

Les hommes qui en-

tourent Le Pen confirment tous ces soupçons. En 1972, lorsqu'il lança le Front national, il s'allia aux dirigeants du groupe fasciste Ordre nouveau, à d'anciens collaborateurs comme Pierre Clémenti, Gabriel Jeantet, Roland Gaucher ou François Brigneau, ainsi qu'à des admirateurs notoires du régime hitlérien comme François Duprat. De surcroît, cette organisation s'inspira de l'exemple du MSI, le parti fasciste italien, au point qu'elle en reprit le sigle (la flamme tricolore) et le slogan (« Avec nous avant qu'il ne soit trop tard ! »).

Pas étonnant qu'au soir du 17 juin, Almirante, leader du MSI et rescapé du régime du Duce, qui revendique sans ambiguïté sa filiation avec le parti du Duce, ait salué le triomphe de Le Pen en ces termes : « Je ressens cette victoire comme si elle était la nôtre. »

Une histoire, des faits, des propos, des alliances qui rétablissent la vérité sur la nature du Front national. Tout comme un récent article du directeur du quotidien *Présent*, partisan inconditionnel de Le Pen, qui exaltait « tout ce peuple de la France française qui se reconnaît et s'exprime à travers les trois mots d'ordre : "Travail, Famille, Patrie", "la France aux Français", "Dieu premier servi" ». Petit détail supplémentaire : le fondateur de *Présent* se nomme Bernard Antony, alias Romain Marie et figure aujourd'hui parmi les élus du Front national à Strasbourg.

C. P.

1. La tentation néo-fasciste en France — 1944-1965. Editions Fayard.

2. Les Français d'abord.

ELECTION EUROPEENNE

Un défi pour les révolutionnaires

Les révolutionnaires sortent avec un score maintenu de ces élections. Mais ils ne représentent toujours pas une force capable de capter l'écœurement et le découragement entraînés par la politique d'austérité de la gauche.

Il n'y avait que deux listes se situant clairement dans le camp des travailleurs et contre l'austérité : celle de Lutte ouvrière et celle du PCI. A elles deux, elles totalisent 600 000 voix et 3 % des suffrages.

Ce résultat peut sembler dérisoire lorsqu'à l'extrême droite Le Pen passe les 11 %. Il est par contre important de constater, à l'heure où les forces de gauche rencontrent un recul gé-

de voix égal à la liste vedette, « moderne », du trio du centre, sponsorisée à coup de millions et ayant eu l'accès maximum aux médias.

Il faut noter aussi que nombre des thèmes avancés par les révolutionnaires étaient repris par la liste des Verts, soucieuse de se démarquer de l'écologie « radical-centriste » de Lalonde et développant une campagne se rapprochant plus de celle menée par les

Par contre le score témoigne aussi de toute la limite de la place des révolutionnaires depuis 1981.

Les limites du résultat

Le PCI, dans son ignorance superbe des réalités, croyait pouvoir auto-proclamer le « Parti des travailleurs » à l'occasion de ces élections. Son score de 1 % lui attribue, quels que soient les régions et son niveau d'implantation, un résultat inférieur à 2 %, inférieur de moitié dans tous les cas à celui de Lutte ouvrière. Cela montre l'échec patent de cette campagne. Le travail intense des militants du PCI n'a pas transformé la grenouille en bœuf et ce n'est pas en mettant tout l'effort

se sur les révolutionnaires et ceux qui se reconnaissent dans leur combat.

Le discrédit général de la gauche gouvernementale, si il ne crée pas un laminage des révolutionnaires, n'entraîne pas et même entrave une polarisation réelle autour d'eux. Les couches populaires excédées par la crise se tournent même plus facilement vers les thèmes démagogiques de Le Pen ou dans le cas plus général sont tout simplement écœurées par la politique.

La chute du PCF, si elle ne profite en aucune manière aux « communistes démocratiques » franchement pro-gouvernementaux (Fizbin), ne se traduit nullement par un transfert de voix vers l'extrême gauche.

Il n'est pas dérisoire de dire qu'un combat de vites-

Critique Communiste

Numéros

à paraître début juillet

● Un numéro spécial d'été consacré à « 1984 », de G. Orwell :

Au sommaire, des études sur Orwell et son œuvre, la contre-utopie orwellienne dans le monde d'aujourd'hui, marxisme et utopie.

● Le n°31 de « Critique communiste » (juillet) :

- La situation en France après le 17 juin.
- L'extrême droite en France.
- Un dossier sur la grève pour les 35 heures en RFA.
- Un entretien-débat avec Benjamin Coriat.

Du 21 juillet au 29 juillet

Un camp international de la jeunesse

Dans toute l'Europe, les jeunes sont confrontés au chômage, au racisme, à la montée du militarisme.

Tout comme les JCR en France, dans treize pays, des organisations de jeunesse de la IV^e Internationale combattent sur ces terrains.

Pour permettre des échanges entre les jeunes de tous ces pays, ces organisations ont décidé d'organiser cet été un camp d'une semaine qui rassemblera quatre cents jeunes de tous les coins de l'Europe.

Au même moment, à Managua, les Jeunesses sandinistes organiseront un camp pour la paix avec de nombreuses organisations de jeunesse.

Ainsi, le camp qui aura lieu en RFA sera placé sous le signe de l'internationalisme en Europe et dans le monde.

Aussi au rendez-vous, loisirs et détente : buller sous un arbre des forêts environnantes, plonger dans une piscine, pousser le ballon de foot ou de volley, découvrir le rock allemand un soir ou danser le reggae de Brixton le soir suivant... Ne poussez pas, il y en aura pour tout le monde.

Alors, débats, échanges, discussions et détente : une telle rencontre est une grande première pour préparer des lendemains qui ne déchantent pas. Alors, profite-en, toi aussi, il reste encore des places...

Je désire m'inscrire au camp international d'été

NOM

Prénom

Age..... Profession

Sexe.....

Adresse

Le coût de la semaine est de 450 francs. Ci-joint un chèque de 200 francs d'arrhes à l'ordre de C. Castaing. Le reste sera versé dès l'arrivée au camp. ● Joindre une enveloppe timbrée à ce bon d'inscription.

A renvoyer à : PEC (jeunes), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris.

Laurent Carasso



Quelles perspectives pour la construction d'un parti révolutionnaire en France aujourd'hui ? Cette question brûlante après les élections a été le thème d'un débat à la dernière fête de Lutte ouvrière avec la présence d'Alain Krivine.

néralisé, que les révolutionnaires maintiennent, eux, un score identique aux consultations précédentes. En effet, en 1979, la liste commune LO-LCR totalisait un nombre identique de suffrages, et en 1981 Arlette Laguiller rassemblait là aussi un peu plus de 600 000 voix.

Cela est d'autant plus important au regard de plusieurs éléments : la grande presse pro-gouvernementale s'est évertuée depuis les élections municipales à parler d'enterrement de l'« extrême gauche », de ces « ringards » tout juste capables de répéter les mêmes litanies dépassées.

A l'heure des bilans, le combat clair contre l'austérité rassemble un nombre

Verts allemands, eux clairement anticapitalistes.

Ce maintien des voix de l'extrême gauche, dans un scrutin où les travailleurs ne se sont guère mobilisés, éclaire aussi le sens de la chute électorale du PCF.

C'est l'incohérence, la duplicité du discours de Georges Marchais qui ont été sanctionnées et non pas ses attaques contre l'austérité. Il est d'ailleurs important de constater que la « troisième liste de gauche » que prétendait être l'alliance PSU-Fizbin arrive, malgré le strapontin gouvernemental de Bouchardeau (et l'image de « communistes pro-gouvernementale » de Fizbin), largement derrière les révolutionnaires. Tous ces éléments sont importants à noter.

dans le combat pour la démocratie que plus de travailleurs ont eu envie de voter pour eux.

Lutte ouvrière avait fait le choix de demander aux travailleurs de « mettre une contredanse » au gouvernement. Là aussi les mots d'ordre simples et populaires mis en avant n'auront pas suffi — et d'ailleurs, à la différence du PCI, LO ne se faisait aucune illusion — à dépasser le score classique des révolutionnaires.

Nous n'avons nullement la prétention de dire que, la LCR présente, les choses auraient été différentes.

Une lourde responsabilité

Par contre, nous tenons à dire qu'il y a désormais une lourde responsabilité qui pè-

24 JUIN

La réaction est à Paris

A quelques jours de ce qui devrait être la plus grande manifestation de la droite, sous le drapeau de l'école privée, les organisateurs ne sont pas à l'aise dans leurs chausses. Tandis que certains craignent les débordements, d'autres expriment publiquement leur désaccord avec cette initiative. La gauche, elle, reste imperturbablement décidée à... ne rien faire !

Dimanche prochain, les organisateurs de la grande manifestation de l'enseignement privé vont avoir des soucis. D'abord celui de compter le grand troupeau des fidèles ! Car, lorsqu'on a promis de dépasser largement le million de participants, il s'agit de ne pas être trop ridiculement au-dessous de ce chiffre. Ce qui, même en comptant, comme à l'habitude, double ou triple, demeure problématique compte tenu des désaccords maintenus entre ceux qui sont à l'initiative de toute cette affaire. Et aussi celui de veiller à contrôler les brebis galeuses qui ne manqueront pas de n'en faire que selon leur mauvaise tête !

D'autant que les appels au calme ont quelque chose d'un tantinet hypocrite. A quoi bon organiser cette fantastique démonstration de force que représente une manifestation nationale à Paris si c'est pour

se contenter d'une simple procession ? Le projet en tant que tel, ce pour quoi les sectateurs ultras se sont battus dès l'origine, c'était une mobilisation qui permette de frapper le régime au visage. D'aucuns ne se sont pas privés de rêver tout haut à une gifle assez vigoureuse pour ressembler à un KO final !

Le thème de la « liberté de l'école » n'étant qu'un prétexte commode, dans la mesure où c'est le seul qui permet aujourd'hui de rameuter des centaines de milliers de manifestants pour engager cette offensive politique.

Une série de couacs

Mais il a fallu déchanter car il est vite apparu que les choses ne vont pas si simplement.



Réunion des membres de la liste RPR-UDF pour les élections européennes.

La décision de manifester le 24 juin a d'abord fait éclater publiquement les désaccords existant entre l'épiscopat et les états-majors des partis de droite. Le premier a refusé la manifestation nationale jusqu'à la conclusion des négociations avec le gouvernement. Et il a dénoncé les « manœuvres partisans » et les « récupérations politiciennes » auxquelles, à droite, on se livrait de façon éhontée.

L'épiscopat n'a cédé à ses propres ultras que lorsque ces négociations ont été provisoirement conclues. D'où le choix de la date du 24 juin, c'est-à-dire après les élections européennes.

Les partis de droite, le RPR en particulier, pour leur part, poussaient à ce qu'une telle mobilisation ait lieu avant, conjointement à l'ouverture du débat parlementaire. Ils ne se sont pas gênés, en faisant écho aux critiques des associations de parents d'élèves du privé les plus radicales, pour dénoncer la couardise des évêques et leurs palabres avec le diable gouvernemental.

Trop tardive par rapport à l'échéance des européennes, la manifestation une fois fixée au 24 juin apparaissait, paradoxalement, trop directement et ouvertement politique. D'où les déclarations fracassantes de Pasqua et Labbé qui l'ont dénoncée comme une erreur politique, parce que prêtant le flanc à tous les débordements et, par là, pouvant être utilisée par le gouvernement pour discréditer la droite. D'autant que, sur cette même question de l'école, il était plus intéressant d'utiliser la majorité dans une nouvelle bataille au Sénat et devant le Conseil constitutionnel.

Pour sa part, par la voix de Lustiger, l'épiscopat s'est efforcé de redresser la situation en rappelant que l'objectif de la manifestation est strictement la défense de l'école confessionnelle. Et Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, affirmait sa volonté d'éviter tout débordement.

Chirac, lui, avait fait savoir d'emblée qu'il participera à la « manifestation des parents d'élèves ».

En fait, les uns et les autres mettaient une sourdine à leurs critiques mutuelles et s'efforçaient de rallier l'exigence unique du « Tout pour la mobilisation ! »

Trois hypothèques

Reste que tout n'est pas réglé pour autant.

Certes, tous les dignitaires du RPR et de l'UDF seront bras dessus, bras dessous au premier rang de la manifestation du 24 juin. Il n'empêche que la mauvaise impression laissée par les critiques quasi anticléricales d'un Claude Labbé ne sera pas levée pour autant.

De l'autre côté, l'épiscopat français ne dissimule pas sa mauvaise humeur. Après Lustiger, qui avait refusé d'annoncer à l'avance sa participation au 24, c'est Jean Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale de France, qui déclare dans *Témoignage chrétien* : « A l'heure où je parle, rien n'indique qu'il faille que j'aille à Paris ! »

Belle harmonie ! D'ailleurs le *Figaro* ne se prive pas de dénoncer dans ses colonnes les évêques, tel celui de Meaux, qui préfèrent leurs fêtes diocésaines à la manifestation parisienne.

Enfin, troisième inconnue : le déroulement même de la manifestation. Il ne suffit pas de récuser le risque de débordements pour empêcher ceux-ci. Parmi le beau monde rassemblé à Paris le 24 juin, il ne manquera pas d'adeptes des méthodes dures...

La nécessaire riposte ouvrière

Bref, du côté du privé, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais les croisés de l'école prétendue « libre » disposent d'une assurance sûre : celle que, face à eux, ils ne trouveront pas d'adversaire prêt au combat.

La majorité, comme tétanisée par son soutien à la loi Savary, se garde bien de préparer la moindre riposte. Roulée en boule autour du compromis voulu par le gouvernement, elle s'apprête à encaisser les coups de la réaction comme paiement de ses propres reniements. Triste spectacle !

Pourtant, le 24, dans la conscience de millions de travailleurs, une seule et même question va s'affirmer : pourquoi laisser la rue à la réaction ?

En effet ! Assez de ces camoufflets et de ces insultes ! Il faut réagir ! L'heure est à opposer aux réactionnaires de tous poils la force déterminée de millions de travailleurs et de travailleurs, mobilisés, affirmant leurs légitimes revendications. A commencer, face aux incroyables privilèges de l'école privée, par l'exigence de la défense de l'école publique !

Francis Sitel

Du 30 juin au 7 juillet



**Lecteurs, sympathisants,
inscrivez-vous
au stage
de formation élémentaire
organisé par la LCR**

**Une semaine d'exposés,
de discussions et de détente
dans un cadre agréable**

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____

en contact avec la LCR : _____

sans contact avec la LCR : _____

Age : _____

Sexe : _____

Numéro du siège choisi : ☐

Je viendrai avec : enfants, âgés de : _____

• j'ai en voiture et je dispose de _____ places

• si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

• on peut me téléphoner au n° _____ de _____ à _____

CREUSOT-LOIRE

Les mensonges de ces hommes d'argent

« Silence, on négocie », titre le journal « les Echos », proche du CNPF, à propos de l'affaire Creusot-Loire, mardi 19 juin. Le groupe Empain-Schneider, fleuron du capitalisme libéral, quémante les aides de l'Etat qui négocie sous-couvert. Pour les travailleurs de Creusot-Loire, ce sont des suppressions d'emplois qui menacent.

qu'« aucun vote n'avait eu lieu ». Rappelons qu'ils avaient été nommés après la nationalisation de Paribas et que l'un des deux au moins (1) espérait un contrôle par l'Etat du secteur nationalisé...

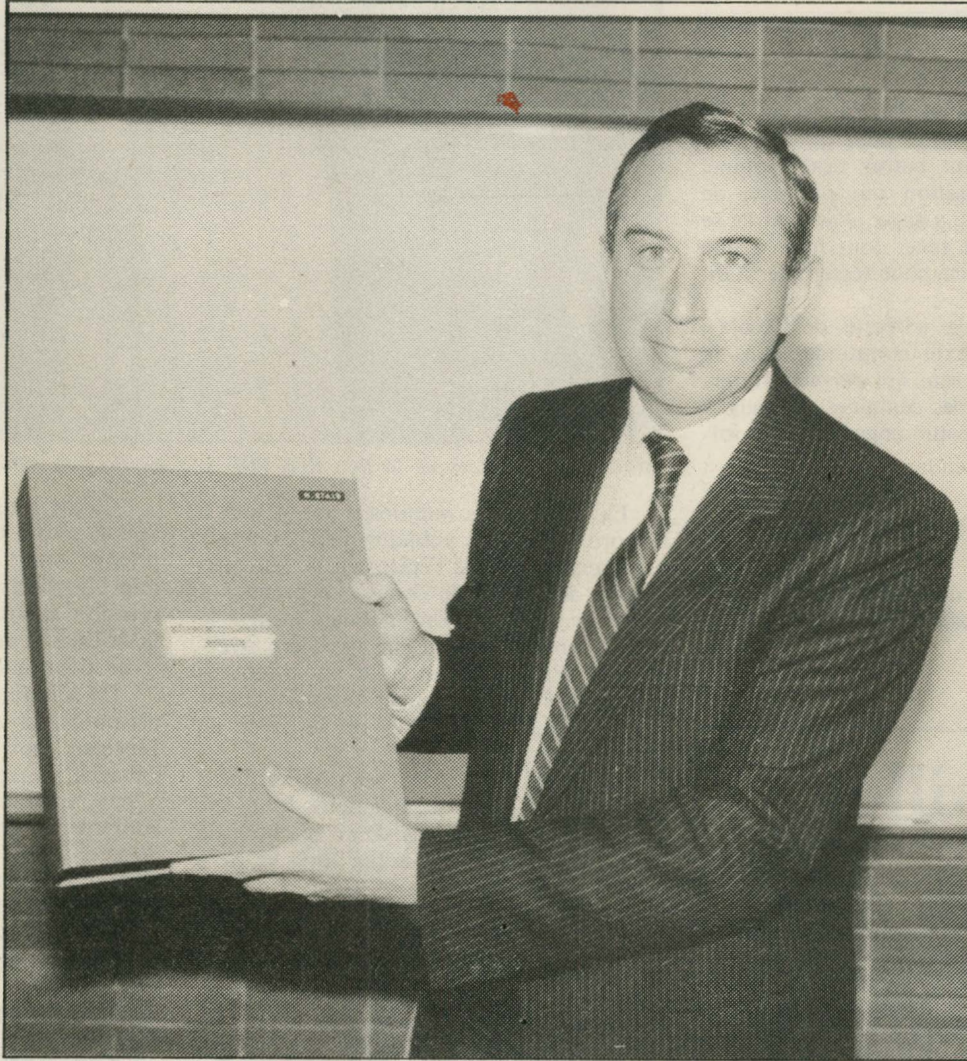
Une telle petite fêlure en dit long : les affaires du groupe Empain-Schneider ne devraient pas demeurer une seconde de plus régies

dans le cadre du secret et des règles de la propriété capitaliste. Ce cadre, que le gouvernement respecte, n'est que le pouvoir des hommes d'argent, qui tirent profit de la veulerie de la majorité de gauche.

P. R.

1. François Morin, auteur avec d'autres du livre *la Banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations*, Calmann-Lévy.

Pineau-Valenciennes, P-DG de Creusot-Loire, choisi en personne par le baron Empain.



En recourant à la « mise en règlement judiciaire » de Creusot-Loire, le P-DG du groupe Empain-Schneider s'efforce d'isoler les pertes d'une de ses sociétés pour protéger les autres. Une société qui fut gérée comme la sidérurgie dans son ensemble et depuis longtemps... En fait, il cherche simplement à dégager la responsabilité de son groupe industriel : celui-ci ne possède que 25 % du capital de Creusot-Loire mais 45 % du holding qui détient le pouvoir réel...

En investissant ailleurs, depuis une quinzaine d'années, en fonction de la seule « recherche de créneaux porteurs », le groupe possède « de nombreux atouts » (*Investir* du 16 juin) dont Merlin-Gérin, SPIE, Jeumont-Schneider, etc., et les pertes qu'il subit sont concentrées, en sus de Creusot-Loire, dans quelques points : Creusot-Marrel, Phoenix Steel (USA), etc. Si le groupe Empain-Schneider voulait payer pour conserver la propriété de Creusot-Loire, il trouverait facilement les huit cents millions réclamés par le CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle). Mais il ne veut pas assurer la charge de ses propres dettes !

Malgré les mensonges du P-DG, cela est même apparu publiquement. Par extraordinaire, dirons-nous, étant donné les milieux concernés ! Les administrateurs de Paribas (François Morin et Pierre Haas) ont en effet démissionné du conseil d'administration. Au moment même où le P-DG annonçait que le conseil d'administration avait rejeté « à l'unanimité » les propositions du gouvernement, ils faisaient connaître « leurs réserves » et affirmaient

CHERBOURG, DUNKERQUE, LA SEYNE

La trace d'Empain-Schneider

Redistribuer ses actions dans les plates-formes pétrolières, tout en licenciant dans les Chantiers navals, avec l'aide des crédits publics, contradictoire ? Non, Empain-Schneider !

La société Spie-Batignolles propose de racheter l'UIE-Cherbourg en « liquidation judiciaire ». Le groupe Nord-Méditerranée veut liquider le chantier naval de La Seyne en licenciant deux mille cinq cents travailleurs sur quatre mille salariés. Quel rapport entre les politiques de deux sociétés qui semblent à première vue opposées ? Simple : Spie-Ba-

tignolles, comme le groupe Normed, est une filiale du groupe Empain-Schneider. L'une a des fonds et se porte acheteur, l'autre prétend ne plus en avoir et licencie. Au moment où la Spie s'intéresse à l'UIE (qui fabrique des plates-formes pétrolières), Normed envisage de diversifier la production du chantier de La Seyne sur le même créneau ! Derrière les

apparences se profile une même logique, au profit du même groupe, qui tient les deux filiales : Empain-Schneider. « En fin de compte, c'est moi qui décide de tout », expliquait le baron Empain dans une interview à la revue *Entreprise* en 1974. Et les fonds publics servent de crédits.

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner de près les comptes du groupe Normed constitué en janvier 1983 par rapprochement de trois sociétés : Herliq (La Seyne), Intra-Bank (La Ciotat), et Empain-Schneider (Dunkerque). Fin 1983, l'analyse des résultats fait apparaître des trous dépassant tout ce qui avait été prévu dans l'évaluation des apports de chaque société

Pour une vraie nationalisation

Didier Pineau-Valenciennes, P-DG d'Empain-Schneider, a eu la réputation d'être un de ces patrons avec qui la majorité actuelle pouvait s'entendre. Il vient de prendre en otage trente mille salariés (de Creusot-Loire et de ses sous-traitants), menaçant l'activité industrielle de deux départements (la Loire et la Saône-et-Loire). Son chantage est classique : l'Etat devrait payer huit cent millions de dettes, sinon il dépose le bilan. En fait, Creusot-Loire doit trois milliards aux banques nationalisées, 1,2 milliard à sa filiale Framatome dont le CEA (nationalisé) détient 50 %, en plus des huit cents millions à ses sous-traitants.

Il est donc de bon sens, comme l'a fait Laurent Fabius dans un premier temps, de refuser de payer une fois de plus pour financer la stratégie de ce groupe capitaliste qui continuerait, lui, à empocher les profits faits ailleurs. Mais cette attitude n'est qu'à moitié logique : pourquoi reculer devant la nationalisation de l'ensemble du groupe, dont les restructurations vont bon train, en ce moment, dans plusieurs secteurs ? On connaît la réponse : le gouvernement ne veut pas déplaire aux patrons.

En fait, ce sont les travailleurs de l'UIE de Cherbourg ou des Chantiers navals de La Seyne qui sont, eux, tout à fait logiques : parce qu'ils rejettent vraiment les exigences patronales.

Ainsi, à Cherbourg (voir page 9), la CGT, tout en organisant l'occupation de l'entreprise, a lancé une pétition. On peut y lire : « Le patronat continue de décider sans tenir compte

du personnel et en lui cachant ses projets. Les sous-signés refusent toute restructuration industrielle se soldant par des licenciements ou des mutations. Ils demandent que le gouvernement impose une solution pétrolière en mettant l'AMREP sous la tutelle des compagnies pétrolières nationalisées. » Celles-ci sont en effet parmi les actionnaires particulièrement prospères de l'AMREP.

A La Seyne, au mois de février, la CGT, la CFDT et FO avaient rendu public un projet de loi de nationalisation de la construction navale. L'article 1 résume bien le problème : « La société des Chantiers du Nord et de la Méditerranée et ses filiales sont nationalisées par transformation en prise de participation de l'Etat des sommes considérables versées aux trois chantiers au cours des années écoulées. »

On imagine sans peine ce qu'il en serait pour le groupe Empain-Schneider, qui fut l'enfant chéri de Giscard pour toute une série de grands travaux, depuis ceux de l'EDF au TGV en passant par l'ensemble des intérêts liés au lobby nucléaire... Qu'on sache la quantité des fonds publics tombés dans ses caisses et disparus d'une filiale dans l'autre ces dernières années et on verra si l'Etat n'est pas déjà propriétaire de tout l'ensemble ! Mais pour cela, il faut nationaliser. Mais pas nationaliser comme le gouvernement l'a fait depuis mai 1981 : il faut nationaliser sans indemnités aux gros actionnaires et arracher le fonctionnement de cette entreprise comme des autres à la logique patronale.

Pierre Rème

MANIFESTES, THESES ET RESOLUTIONS
QUATRE PREMIERS CONGRES MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1919-1923

Pour toute commande :
PEC - La Brèche,
9, rue de Tunis
75011 Paris
Prix : 55 francs

CHIFFRES

30
000

Les demandes d'emplois augmentent au rythme de 30 000 par mois. Soit 14,6 % de plus que l'an dernier. Elle s'élevaient fin avril à 2 296 400. En revanche, les offres, elles, n'étaient le même mois que 30 400 : en diminution de 42,2 % sur l'an passé. Quant au taux de chômage officiel, il est de 9,5 % par rapport à la population active (23,5 millions dont 13,6 millions de salariés).

39,2

L'augmentation des licenciements économiques continue. En mars, 38 000 ont été réalisés par les patrons. Cela correspond à une augmentation au rythme de 39,2 % par rapport à l'an dernier.

39,1

Compte tenu de la moyenne des heures travaillées, malgré l'étendue du chômage technique dans certaines branches, l'horaire hebdomadaire était de 39,1 heures par semaine au 1^{er} janvier 1984. Et de 38,7 heures dans les industries de transformation sans compter le bâtiment et les travaux publics. A six mois de 1985, on est loin de l'engagement de réaliser les trente-cinq heures par semaine pour 1985...

7000

A la SNCF, 7 000 agents partent en retraite ces prochains mois. Rien ne prouve qu'ils seront remplacés. Au nom de l'austérité budgétaire, Delors s'y oppose. Il paraît que Fiterman n'est pas content de risquer une fois de plus d'être impopulaire auprès des cheminots...

3

C'est à trois milliards que s'élève la réduction des rentrées fiscales dues à la crise et à la réduction de la consommation. Il s'agit des rentrées de TVA prévues, pour des affaires déclarées par des entreprises qui, ensuite, déclarent de ne pas avoir les moyens de payer. Delors n'est pas content ! Il se trouve cependant là devant quelques résultats de sa politique. Une telle donnée, calculée sur le premier semestre, donne une idée des restrictions que sont obligés de s'imposer ce que les statisticiens appellent « les ménages »...

UIE-CHERBOURG

Un choix politique

La lutte de l'UIE reçoit un large soutien populaire à Cherbourg. Des milliers de signatures pour la nationalisation de l'entreprise, la sauvegarde de l'emploi s'ajoutent au bas de la pétition adressée au PS et au PCF. Vendredi, les travailleurs du groupe AMREP manifestent à Paris.

Delors devrait se pencher sur la lutte des travailleurs de l'UIE Cherbourg, pour comprendre pourquoi la gauche doit « changer de politique », si elle veut éviter des défaites comme celle subie aux élections européennes. Il n'avait probablement pas eu le loisir de le faire, lundi 18, avant de venir disserter à la télé sur « l'avertissement » des dernières élections.

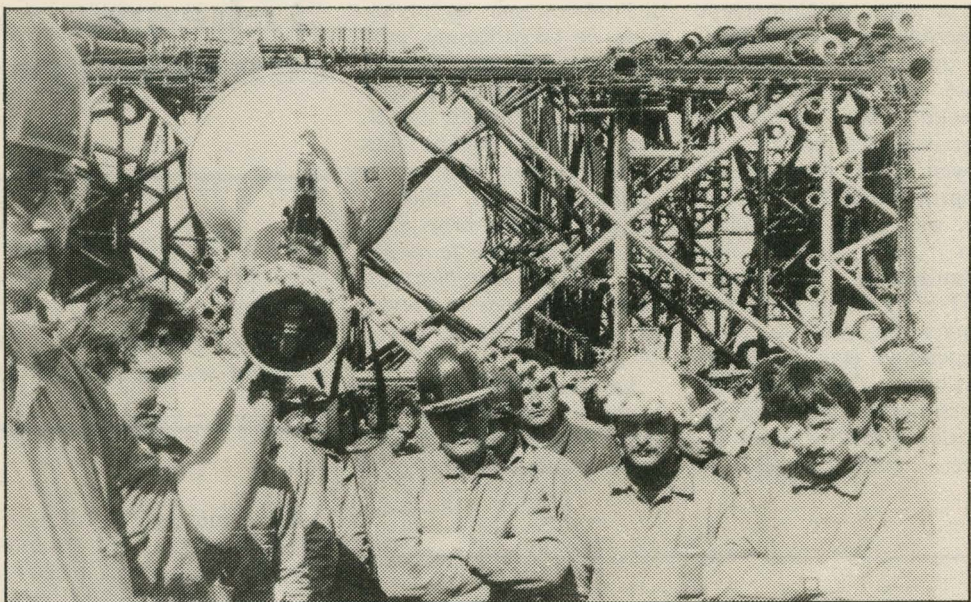
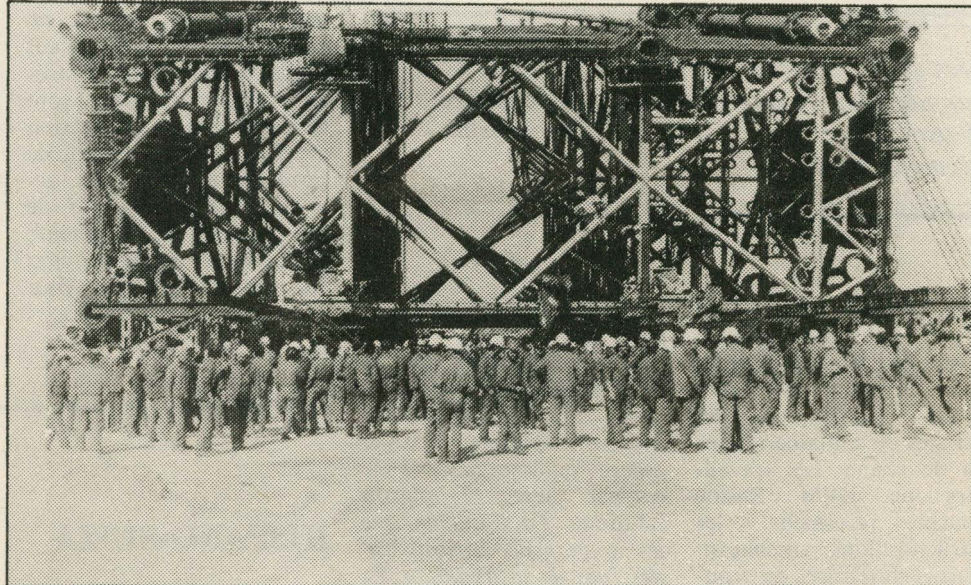
En moins d'une semaine, les travailleurs et la CGT de l'UIE ont recueilli plus de sept mille signatures sur leur pétition (reproduite dans cette page), invitant le PS et le PCF à user de leur majorité pour nationaliser l'entreprise « en liquidation judiciaire », maintenir l'activité du site et sauvegarder l'emploi.

A Cherbourg, dimanche 17, le PS et le PCF ont recueilli à eux deux 2 447 voix ! Moins de la moitié des signataires de la pétition de la CGT-UIE ! Toute précaution prise, et même en arrondissant les chiffres, la démonstration est percutante. Lorsque le chômage menace, quelle raison d'Etat pourrait inciter les travailleurs à voter pour ceux qui

s'efforceront de ne pas faire ce qu'on leur demande ?

Circonstance aggravante : des milliers de participants à la fête des écoles publiques de Tourlaville (commune de l'agglomération cherbourgeoise), ont signé la pétition, le maire PS, lui, s'est distingué : il a refusé d'aligner sa signature avec celles de ses électeurs. La démarche serait selon lui « trop politique », la nationalisation « ne serait pas pour demain », d'après les avis autorisés. Est-ce un aveu ou une confession ?

Pendant ce temps, « les requins » s'agitent dans l'ombre, auprès des liquidateurs judiciaires, pour récupérer des morceaux du groupe AMREP (dont l'UIE est une filiale), Bouygues, les Grands Travaux de Marseille, Spie se placent face au démantèlement de l'entreprise. C'est « un achat par appartement qui se profile et chacun va y laisser des plumes », conclut un militant syndical. La musique s'enraie, le disque est rayé. Plutôt que de nationaliser l'entreprise mise à mal par les magouilles financières de son P-DG (voir *Rouge* de la semaine dernière), le gou-



Les travailleurs de l'UIE retiennent toujours la dernière plate-forme construite.

vernement risque de livrer les travailleurs et les installations en pâture aux privés du secteur parapétrolier.

A Cherbourg, la lutte des travailleurs de l'UIE reçoit un large soutien populaire. La pétition circule dans de nombreuses entreprises. Les ouvriers du chantier n'ont aucune intention de baisser les bras. La dernière plate-forme de forage en mer (18 000 tonnes, deux cents milliards de centimes) est toujours retenue en otage sur le terre-plein du site.

Ils ont décidé de monter à Paris vendredi 22, pour retrouver les travailleurs des autres filiales du groupe et manifester ensemble. Ils entendent remettre leur pétition au ministre de l'Industrie.

La première montée à Paris en janvier fut celle des travailleurs de la navale. Ceux du chantier de Cherbourg seront vraisemblablement les derniers à faire la même démarche, avant les vacances d'été. Pourtant une revendication identique les unit : « la nationalisation » (voir page ci-contre). Dommage : les fédérations et confédérations

syndicales, la CGT au premier rang, n'ont pas fait la démonstration de leur utilité. Elles n'ont pas facilité la convergence de ces luttes, sur un même terrain.

Considèrent-elles les sacrifices des travailleurs du bord de mer au mal du chômage, comme la rançon inévitable de la rigueur ?

Michel Morel

Texte de pétition
de la CGT de l'UIE

A Messieurs :
Fabius Laurent, ministre de l'Industrie
Mauroy Pierre, Premier ministre

Poperen Jean, président du groupe parlementaire socialiste

Lajoinie André, président du groupe parlementaire communiste

Mermaz Louis, président de l'Assemblée nationale

Messieurs et chers camarades,

Les signataires de la présente lettre protestent contre le « silence » auquel sont confrontés les travailleurs de l'UIE et du groupe AMREP de la part des pouvoirs publics et du gouvernement.

Les conséquences de cette situation pour les personnels de ce groupe industriel seront lourdes, si le patronat continue à décider, sans tenir compte

et en cachant ses projets au personnel et à l'organisation largement majoritaire qu'est la CGT au niveau de l'AMREP.

Les signataires de cette lettre demandent à ses destinataires d'user de leur majorité dans les instances dirigeantes de notre pays pour que les propositions de la CGT soient retenues et imposées au patronat.

Les signataires de ce texte se prononcent contre le démantèlement du groupe AMREP, troisième groupe mondial dans le domaine du para-pétrolier.

Ils refusent toute restructuration industrielle se soldant par des licenciements ou des mutations.

Ils demandent à ce que le gouvernement impose une solution pétrolière, en mettant l'AMREP sous tutelle des compagnies pétrolières nationalisées.

Extraits de
la déclaration
de la section du PCF
de Tourlaville du
6 juin
(Diffusée par tract)

(...) A l'heure où nous écrivons ces lignes, il apparaît qu'un attentisme calculé risquant de déboucher sur une issue fatale soit le fait majeur qu'il convient de dénoncer avec force.

Bouygues, qui vise à récupérer la partie qu'il juge la plus rentable de l'AMREP, refuse toute solution d'ensemble. Elf, Total (Cie française des pétroles. NDLR), Paribas ne s'engagent pas, ce qui fait l'affaire de Bouygues. Le grand risque, c'est le dépeçage de l'AMREP...

Il ne faut rien attendre de la bonne volonté de Bouygues et il nous sem-

ble que dans la situation actuelle, la meilleure solution serait la reprise de l'affaire par un groupe constitué par Total, Elf et Paribas. Nous devons souligner avec force la responsabilité des capitalistes dont le seul but est la recherche du profit maximum.

Le ministère de l'Industrie et le gouvernement doivent, pour leur part, prendre leurs responsabilités et en aucun cas entrer dans le jeu de Bouygues...

En plein accord avec sa fédération de la Manche, la section de Tourlaville adresse un courrier au groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale lui demandant de prendre toutes les initiatives possibles pour aider à résoudre le grave problème posé par la situation au sein du groupe AMREP.

DFM-RESINE FRANCE

Jours chauds à Bezons

Après avoir cherché les patrons de l'usine pour négocier, et barré les rues de l'agglomération, les travailleurs ont bloqué les licenciements qui menaçaient.

La ville de Bezons (Val d'Oise, région parisienne) a connu des heures chaudes jeudi 14 juin : les rues étaient bloquées par des barrages de containers remplis de résine. Les travailleurs de DFM Résine France refusaient les restructurations menaçant les trois entreprises du groupe, à Bezons Compiègne et Niort.

Les usines de Compiègne et Bezons regroupent chacune un laboratoire et une unité de production; la direction avait décidé de dégraisser les effectifs au moyen d'un chassé-croisé supprimant un labo sur un site, une unité de production sur l'autre. Les organisations syndicales CGT et CFDT ne pouvaient trouver les patrons, toute négociation était donc impossible... On comprend leur souci de bloquer la circulation à Bezons, pour faciliter, entre autres, la

recherche d'une direction évanouie.

Une délégation de la CGT se rend à la mairie. Le maire PCF prend contact avec le sous-préfet. Celui-ci assure qu'il organisera le contact avec le patron fantôme, « à condition que les containers disparaissent des rues de la localité ». La délégation se plie aux exigences du « responsable de l'ordre », mais les travailleurs de DFM Résine, eux, ne l'entendent pas de cette oreille. Ils refusent de céder aux injonctions du préfet, sans garantie aucune. Les containers sont de retour à l'usine jeudi soir, mais la décision est vite prise « s'il n'y a pas de nouvelle du patron vendredi, on bloque à nouveau les rues et la voie ferrée [ligne Paris-Le Havre] en plus ».

Le sous-préfet a mis la main sur la direction de DMF Résine vendredi. Samedi, les négociations « non

stop » se sont tenues de neuf heures du matin à neuf heures du soir. Les menaces de restructuration sont levées, l'unité de production de Bezons et le labo de Compiègne restent en activité. Il n'y aura pas de licenciement de travailleurs de moins de cinquante-cinq ans jusqu'en 1988. Tout

départ au-dessous de cette limite d'âge sera compensée par une embauche, le paiement des heures de nuit est majoré, la prime de vacances augmentée, les heures de grève payées entre 50 et 75 %... La circulation a été rétablie dans les rues de Bezons.

M. M.

HISPANO-SUIZA

37 heures compensées à 0%

Les travailleurs d'Hispano-Suiza manifestaient mercredi devant le siège de l'entreprise à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO contre la réduction du temps de travail à trente-sept heures sans compensation salariale.

Il y a mévente de turbines industrielles, un gros client, l'Argentine est placé sous observation du FMI et n'a plus de crédits. En dépit des sureffectifs qui résultent de cette situation, il n'y aura pas de licenciements, mais tout le monde sera mis aux trente-sept heures par semaine, au premier janvier, sans compensation salariale. Tel est, en résumé, le discours qu'a tenu la direction d'Hispano-Suiza, mercredi 13 juin, devant les délégués du comité central d'entreprise.

Hispano est une filiale de la SNECMA, un des grands de l'aéronautique en France, avec l'Aérospatiale et Dassault Bréguet. Depuis un an environ, les trois groupes sont au régime « contrats de solidarité ». Les travailleurs de Dassault ont éterné cette nouveauté, on pouvait lire dans l'accord signé en juin 1984 par la direction de l'entreprise et le ministre Jack Ralite ces considérants prometteurs : « Le gouvernement a fait de la lutte pour l'emploi, une priorité nationale, la politique de croissance économique et d'adaptation de l'appareil productif comprend l'organisation d'un nouveau partage du travail, le gouvernement en signant des contrats de solidarité avec les employeurs veut les aider à lier l'aménagement de la durée du travail à l'amélioration de la situation de l'emploi. »

Les trente-sept heures non compensées dont la di-

rection d'Hispano a décidé l'application au 1^{er} juillet, seraient-elles une simple application avancée des « contrats de solidarité » ? On se pose la question dans tout le groupe SNECMA. Car la réduction de la semaine de travail à trente-sept heures ne devait être appliquée qu'à la fin 1984, les négociations sur la compensation salariale ne sont pas encore ouvertes. L'exemple d'Hispano deviendra-t-il la règle ? A l'heure où les mass médias vantent la mise en route du programme A 320 (avion court-courrier de cent cinquante places) dont la SNECMA produira les réacteurs, et les succès d'Ariane... les travailleurs de l'aéronautique paient les frais de la rigueur. Salaires en baisse et créations d'emplois tendant vers zéro.

Fin mot de l'histoire : on discuterait dans les sommets gouvernementaux de « coopération nécessaire » entre les différents fabricants de turbines dans le pays. Neyrpic, filiale d'Empain-Schneider (encore et toujours !) suivrait d'un œil attentif les débats en cours. La mévente des turbines d'Hispano a sans doute autant à voir avec les dettes de l'Argentine qu'avec des restructurations allant de la SNECMA à Turbomeca (autre filiale du groupe) en passant par Hispano... et Creusot-Loire... La solidarité quoi !

M. M.

DE NOS CORRESPONDANTS

BULL

Le PS ramasse la mise

Les élections au conseil d'administration du groupe Bull ont été marquées par un événement imprévu : la présentation d'une liste « extra-syndicale », Union et démocratie pour l'entreprise (UDPE). Derrière ce sigle anodin se cachait, bien mal, le groupe socialiste d'entreprise (tendance CERES). Selon la profession de foi, l'objectif de cette liste était — à la différence des listes syndicales centrées sur les revendications — la défense d'« une grande industrie nationale de l'informatique » et de permettre aux salariés de faire la preuve « d'une nouvelle responsabilité et d'une nouvelle respectabilité » !

Dans le mouvement syndical — essentiellement la CFDT, majoritaire — un débat s'est ouvert : faut-il présenter des candidats ? Est-ce le rôle du syndicat ? Est-ce le rôle des partis de gérer l'entreprise comme ils gèrent la société ? Pour le mouvement ouvrier (syndicats, partis, associations), participer aux CA n'est-ce pas mettre le doigt dans l'engrenage de la cogestion ?

Malgré ce débat, prometteur pour l'avenir, la campagne électorale a été marquée par la confusion née en particulier de la concurrence entre listes syndicales (CFDT, CGT, FO, CGC) et une liste politique (où figuraient en bonne place... des militants syndicaux CFDT et CGT !), sur fond de surenchère où chaque liste tentait de se présenter comme les meilleurs gestionnaires.

Lors du vote, la participation a été plus faible que dans les entreprises nationalisées, où elle a été en général plus importante que pour les élections professionnelles (DP, CE). La liste UDPE a finalement obtenu 13 % des voix (prises à la CFDT pour l'essentiel) et obtenu un siège sur les six réservés aux salariés.

Mais le PS n'avait pas mis tous ses œufs dans le même panier, puisqu'il a également des élus sur deux des listes syndicales ! Sans compter ceux désignés par le gouvernement au titre des actionnaires (Etat, ministère...). Il n'est pas sûr que les travailleurs aient grand-chose à y gagner...

PTT Meuse

La direction temporise

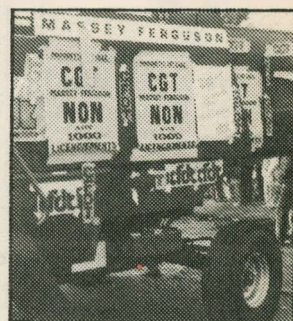
Les vingt-quatre agents des PTT de la Meuse, réprimés pour avoir fait grève une heure lors de l'action nationale du 4 mai 1984, n'ont toujours pas reçu la notification des sanctions promises par leur chef de service départemental.

Le conflit qui oppose ces agents à la direction concerne tous les travailleurs des PTT. En effet, ces travailleurs ont fait grève dans le cadre de la loi Le Pors d'octobre 1982, qui rend possible cette forme d'action. La direction, elle, se réclame des propos de M. Mexandeau, ministre socialiste des PTT, pour juger cette action « illégale », portant ainsi atteinte au droit de grève.

L'importante mobilisation des sections syndicales des PTT de la Meuse, de la CFDT notamment, semble, pour l'instant, obliger la direction à temporiser. Les travailleurs craignent cependant un mauvais coup à l'approche des vacances. Aussi maintiennent-ils la pression : « Nous restons mobilisés, nous porterons l'affaire devant les tribunaux. C'est la direction qui est dans l'illégalité par rapport à la loi Le Pors. » Distribution de tracts aux autres travailleurs et à la population, adresse aux députés socialistes — qui ont voté la loi Le Pors —, ils font tout pour éviter un isolement qui rendrait la besogne plus facile à la direction.

Des députés socialistes, pour l'instant, une seule réponse de Jean Bernard, député de Bar-le-Duc, qui essaye visiblement de ménager la chèvre et le chou. Celui-ci, tout en promettant d'intervenir auprès de Mexandeau, fait état dans sa lettre « d'instructions spéciales concernant l'application de la loi Le Pors dans les PTT ».

Instructions pour les moins secrètes puisque les travailleurs eux-mêmes, les premiers concernés, n'ont eu aucune information officielle sur la question !



Perpignan, samedi 30, de 15 h à 3 h (dimanche matin...)

Deuxième fête de la LCR

Au parc de Clairfond à Toulouges. Meeting avec Alain Krivine, chanteurs, nuit de la salsa, débats, stands, films vidéo, repas boissons...

La CFDT et la grève de l'IG-Metall (suite)

Nous avions souligné, dans notre dernier numéro, l'absence de mobilisation de la confédération CFDT autour de la grève pour les 35 heures en cours en RFA. Depuis quelques précisions s'avèrent nécessaires.

Tout d'abord, une confirmation : lors d'une réunion tenue il y a quelques jours, la direction confédérale a refusé de donner une dimension interprofessionnelle et nationale au soutien. Aux fédérations et aux diverses structures d'aviser, en fonction de leurs moyens ! A peine est-il imprimé une affiche et un autocollant à commander. A peine un représentant de l'IG-Metall était-il invité à prendre la parole au cours d'une conférence de presse, le jeudi 14 juin, après un long exposé de chiffres au sujet des 35h à négocier, fait par Jean Kaspar, le « numéro 2 » actuel.

Quant à la fédération métaux, elle était plus ou moins tenue par une motion d'actualité votée lors de son congrès.

P. R.

La logique d'un courant

● « Un non-conformiste
chez Schneider »
d'Edouard Morin (1897-1967)
120 pages, 65 francs

Co-édité par les Editions ouvrières et Témoignage chrétien, il s'agit d'un « journal » personnel dans lequel un militant CFTC raconte son itinéraire, de 1914 à 1963.

« Parti du christianisme social, passé par la démocratie chrétienne, la volonté républicaine et un pacifisme réaliste, j'ai heureusement, écrit-il en 1963, ajouté à ces deux termes ceux de laïcité politique et de socialisme démocratique. » On le voit, cela reste très loin de notre propre courant.

Le livre est cependant instructif, ne serait-ce que pour sa description du paternalisme dans l'empire Schneider au Creusot : pas une grève n'eut lieu en 1936 et les syndicats demeurèrent bannis de l'entreprise jusqu'en 1945.

Au-delà, et c'est sans doute ce qui en fait l'intérêt essentiel, il décrit, au fil des événements, ses contradictions et son évolution, avec une continuité de la CFTC à la CFDT. Progressivement, en effet, Edouard Morin affirme des positions anticapitalistes, en particulier grâce à ses contacts avec la revue *Reconstruction* et les militants de la minorité de la CFTC. Quant à lui, il rêvait d'une fusion entre un courant « travailliste » du MRP et la SFIO, à la recherche d'un socialisme avant tout « humaniste ».

Il « ne veut pas devenir communiste ou procommuniste ». Cela résulte de sa foi catholique, certes, « mais plus encore, ajoute-t-il, de son désir absolu de liberté morale (...) d'indépendance de jugement et d'action ». Cette sensibilité à la démocratie avant tout se traduit, pour lui, par le rejet de « la réunification du syndicalisme français, si souhaitable qu'elle soit : la CGT, en dépit de la présence de non-communistes et de quelques particularités locales, répond, explique-t-il, au rôle de courroie de transmission du Parti communiste tel que ce parti le préconise ».

Bref, ce livre est une des rares occasions de mieux comprendre la logique d'un courant de militants ouvriers qui, sous d'autres formes, dure encore.

Pierre Rème

Spécial Orwell

● « Terminal 19/84 »

Il faut signaler le numéro « spécial Orwell » de la revue *19/84*, éditée par le CIII (Centre d'information et d'initiative sur l'informatisation).

Deux ensembles d'articles retiennent l'attention. Ceux qui font un retour sur 1984, l'œuvre de George Orwell. Et ceux qui montrent l'actualité des risques du contrôle social entre les mains d'une minorité dirigeante.

De nombreux exemples en sont donnés aux USA. Auxquels s'ajoutent les techniques de contrôle informatisé aux frontières et la carte d'identité informatisée, déjà en usage en RFA, permettant de fichier par avance les manifestants éventuels... Est aussi démontré que « l'accès au fichier nous concernant », légal en France, se réduit à « une illusion de droit ».

Quant à Orwell, outre un article original sur sa conception des femmes, une réponse est apportée à la droite qui cherche aujourd'hui à le récupérer en jouant sur les ambiguïtés de son livre quarante ans après. Roland Lew rappelle opportunément son engagement anticapitaliste et antibureaucratique.

P. R.

Qu'est-ce que le fascisme ?

Devant les succès de l'extrême droite, nombre de travailleurs, de militants s'interrogent : est-on en présence d'un processus semblable à celui qui aboutit à la destruction des organisations ouvrières en Allemagne et en Italie avant-guerre ? L'étude de cette période montre plus d'une différence.

La montée du parti fasciste en Italie et celle du Parti national-socialiste en Allemagne ne peuvent être dissociées de leur contexte économique et politique. « Ni en Italie, ni en Allemagne », indique à juste titre Daniel Guérin dans l'ouvrage remarquable qu'il a consacré à ce problème, *il n'y a de péril révolutionnaire immédiat au moment où le fascisme prend possession de l'État. Les possédants recourent à la solution fasciste pour se protéger moins contre les troubles de la rue que contre les troubles de leur propre système économique. Le mal qu'il s'agit de conjurer est davantage au dedans qu'au dehors* (1).

Après la guerre de 1914-1918, le ca-

démocratiques (liberté de la presse, suffrage universel, droits syndicaux...), en fournissant un point d'appui à la résistance ouvrière, étaient devenues un obstacle aux exigences des possédants.

Dès lors, les subventions ne cessèrent de tomber dans les caisses fascistes. Les dirigeants de l'Association bancaire italienne versèrent par exemple vingt millions aux troupes de Mussolini pour financer la « Marche sur Rome ». Et, deux ans avant sa victoire, Hitler pouvait se féliciter que « mille orateurs [aient] chacun une voiture à leur disposition et [puissent] tenir en une année cent mille réunions publiques ».

Ce processus fut facilité par la démis-

années suivantes exaspérèrent leur situation. Les revenus des rentiers furent considérablement amputés. Les petits contribuables furent écrasés d'impôts. Les traitements des fonctionnaires et employés s'effondrèrent. La dégradation du pouvoir d'achat des salariés fit baisser le chiffre d'affaires des petits commerçants. Enfin, la concentration du capital mit en faillite nombre de producteurs indépendants.

Cette situation mit les classes moyennes en profond déséquilibre. D'un côté, elle les plaça en contradiction avec le système. Mais de l'autre elle les poussa à rechercher des solutions afin de préserver leur statut « privilégié ». Le prolétariat organisé aurait pu profiter de ces pulsions contradictoires s'il avait disposé d'une perspective audacieuse et émancipatrice. La meilleure preuve en est qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, en Allemagne comme en Italie, de larges fractions de la petite bourgeoisie avaient voté en masse pour la social-démocratie.

Mais l'impuissance du mouvement ouvrier permit au fascisme de canaliser l'aspiration de ces secteurs. Il fit pour cela assaut de démagogie « anticapitaliste » et



Manifestation fasciste sur la place de Venise à Rome en 1937.

pitalisme entra dans une crise chronique. Le développement colossal des capacités de production à la faveur du conflit mondial (en particulier dans l'industrie lourde) s'opposait à la situation réelle du marché et des débouchés. Le taux de profit des magnats de l'industrie tendant vers zéro, les classes dominantes lancèrent une offensive brutale contre le monde du travail.

La conquête du pouvoir

Dans les deux pays, le grand capital constitua tout d'abord des bandes armées chargées de harceler la classe ouvrière, d'affaiblir sa résistance. Le 7 mars 1920, la Confédération générale de l'industrie fut fondée en Italie et adopta un plan de lutte contre les syndicats ouvriers. L'exécution en fut confiée aux « fasci » dirigés par Benito Mussolini. A la même période, en 1923, toutes les « ligues de combat » allemandes furent fusionnées en une organisation unique, à la tête de laquelle fut placé Adolf Hitler.

Mais ces attaques ne furent pas suffisantes, car elles ne permirent pas de récupérer l'ensemble des concessions que la classe ouvrière avait arrachées à la faveur de la vague révolutionnaire qui submergea l'Europe après la victoire de la Révolution russe. Les régimes parlementaires ayant épuisé leur efficacité au regard de ses intérêts, la bourgeoisie lança ses milices à l'assaut du pouvoir politique. Car pour limitées qu'elles aient été, les garanties

sion des organisations ouvrières. Celles-ci furent incapables de s'opposer aux empiètements du capital en unissant les exploités autour d'un programme visant à la prise révolutionnaire du pouvoir. Elles appelèrent au contraire à « ne pas effrayer les couches moyennes », et à rechercher l'accord avec les secteurs « démocratiques » de la bourgeoisie. De surcroît, au moment où le danger était imminent en Allemagne, la III^e Internationale stalinisée prit la responsabilité d'une division criminelle des forces ouvrières en assimilant fascisme et social-démocratie.

Le résultat fut que le mouvement ouvrier se déconsidéra et perdit, par sa vulerie, toute capacité attractive vis-à-vis des secteurs non prolétariens. Les militants écœurés se découragèrent et les secteurs les moins conscients, réduits à l'inaction, furent récupérés par le camp adverse.

Soulèvement mystique de la petite bourgeoisie

Cette carence fut l'élément principal qui permit au fascisme de se constituer une base de masse. En effet, comme le dit Daniel Guérin, « Le fascisme n'est pas seulement un instrument au service du grand capital mais, en même temps, un soulèvement mystique de la petite bourgeoisie paupérisée et mécontente ».

La guerre mondiale avait accéléré la prolétarianisation des classes moyennes. Les

multiplia les professions de foi « révolutionnaires ». Et surtout, il leur donna l'illusion de la force en les concentrant en de gigantesques démonstrations paramilitaires.

Son assise sociale étant assurée, le fascisme put occuper l'ensemble du terrain et attirer d'autres catégories : anciens combattants sensibles à ses discours ultranationalistes, jeunes déracinés et déclassés par l'absence de débouchés, chômeurs et secteurs marginaux du prolétariat, etc.

La suite est connue. Sitôt qu'il sentit sa force, le fascisme abattit ses cartes. En 1922, les chemises noires marchèrent sur Rome. Et, en janvier 1933, le III^e Reich était porté sur les fonds baptismaux.

On voit donc combien il serait dangereux de tracer un parallèle avec la conjoncture actuelle. Même frappées par une crise qui entame leurs profits, aucune des bourgeoisies européennes ne fait le choix d'une confrontation entre les classes qui aboutirait à la liquidation du mouvement ouvrier. Ce dernier dispose d'un potentiel lui permettant de reprendre l'initiative et d'affirmer, sur la scène politique, ses propres solutions. L'influence des groupes d'extrême droite reste essentiellement électorale. Ils demeurent incapables d'organiser des fractions de masse significatives. Malgré les propos triomphalistes de Le Pen, le 17 juin — « La marche vers le pouvoir est commencée. » —, il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

Christian Picquet

1. *Fascisme et grand capital*. Editions Maspéro.

POLOGNE

Elections sur fond de répression

Cette fois, ils n'ont pas osé proclamer une participation de 99,9 %. Le porte-parole du gouvernement a annoncé que 25 % des électeurs se sont abstenus le 17 juin dernier lors des élections des « conseils du peuple ». Ce chiffre, en soi élevé — 6,5 millions d'électeurs — est sans doute très loin de la réalité.

Lors des élections précédentes, au printemps 1980, la presse indépendante avait dévoilé les pratiques permettant d'obtenir une participation de près de 100 % : « Bureau de vote de la rue Tyniecka à Varsovie : à 20 h, 2 030 des 2 450 électeurs inscrits ont voté, la mairie a alors informé les scrutateurs qu'à partir de maintenant il y aura 2 050 inscrits, ce qui a permis d'améliorer sensiblement la participation... » La presse a ainsi pu annoncer une participation de 99 % et non de 82 % dans ce bureau et dans nombre d'autres. Tout indique que c'est grâce aux mêmes méthodes que Jaruzelski a obtenu dimanche dernier ses 75 % de votants, symbole du « soutien de l'immense majorité de la population qui, par là même, a dit non à l'opposition ».

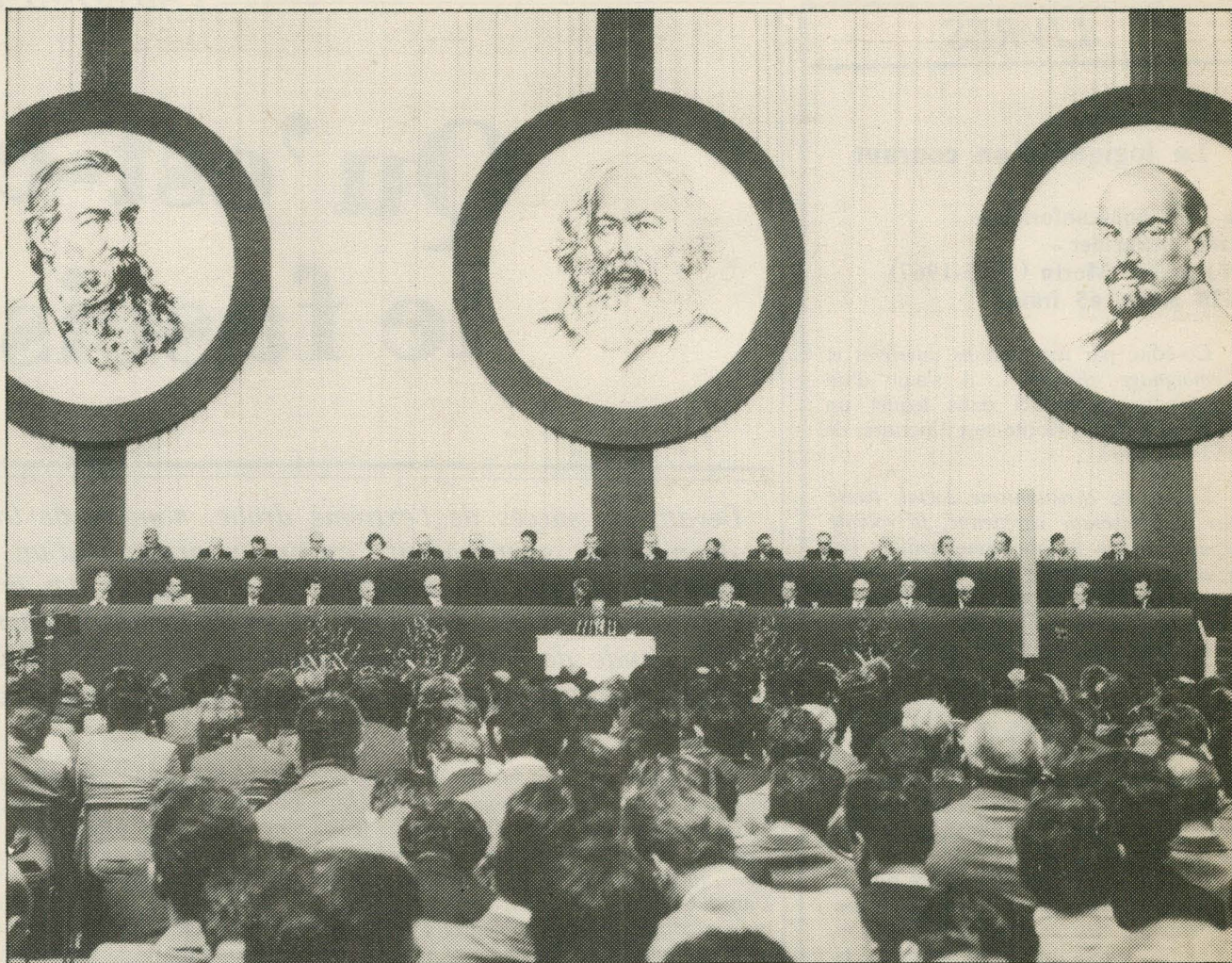
Pourtant tout a été mis en œuvre pour assurer le bon déroulement du rituel « électoral » : mobilisation des médias depuis des mois, pressions et mesures à l'encontre de ceux qui seraient tentés de suivre le mot d'ordre de boycottage, coups de téléphone « anonymes » dans la journée du dimanche « Comment, vous n'avez pas encore voté », etc. En face, des tracts circulant clandestinement de la main à la main, quelques slogans vite effacés sur les murs, des cochons portant l'inscription « Je vote » lancés dans les rues de quelques villes...

Pour convaincre que les menaces à l'encontre d'opposants ne sont pas des mots creux, le régime a fait son possible : arrestation de Bogdan Lis, dirigeant national élu de Solidarnosc et un des animateurs de sa direction clandestine provisoire ; annonce de l'ouverture du procès des militants du KOR emprisonnés depuis deux ans et demi pour le 13 juillet prochain. Procès symptomatique : au travers de Jacek Kuron et de ses camarades, c'est le procès de tous ceux qui osent ne pas courber l'échine devant son pouvoir que la bureaucratie voudrait instruire.

Ce durcissement répressif est révélateur de la situation réelle en Pologne. Les satisfecits que Jaruzelski se décerne lui-même, et les communiqués de victoire de l'agence Tass n'y changeront rien : un régime sûr de son assise sociale aurait-il besoin de recourir à des procès montés de toutes pièces contre une « poignée » d'opposants ? Non.

Cyril Smuga

Militant syndicaliste français, Jacky Chalot est emprisonné en Pologne depuis quatre-vingt treize jours. Jaruzelski lui reproche d'avoir introduit des publications « hostiles » et du matériel d'impression. Il prétend le juger et lui infliger une peine de cinq ans de prison. A travers Jacky, c'est tous ceux qui se sont mobilisés en faveur des droits syndicaux en Pologne qui sont visés. Nous nous devons tous de réagir. Motions et pétitions doivent être envoyées à l'ambassade de Pologne, 1, rue Talleyrand, 75007 Paris. Tél : 551 60 80.

10^e Congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie.

YUGOSLAVIE

Une mort symbolique

La répression vient de faire un mort parmi les opposants. Elle témoigne de la brutalité avec laquelle l'aile la plus dure du parti tente d'abattre les idées, au moment où la dégradation de la situation politique s'accélère.

Radomir Radovic, technicien de l'entreprise « Hydro-technika » à Belgrade, est mort. Il avait trente-trois ans. Sur sa tombe, ses camarades ont mis une grande étoile rouge, car il était un défenseur acharné de la démocratie socialiste, des droits des travailleurs et de l'autogestion. Il avait dans le passé organisé plusieurs actions avec les travailleurs de l'entreprise « Minel » de la métallurgie contre un de ses directeurs, devenu par la suite président du comité exécutif de Belgrade. Il avait également combattu les abus et les positions hostiles à l'autogestion de certains juges du tribunal des prudhommes. Il était un syndicaliste, indépendant du pouvoir, un authentique communiste.

Il a été retrouvé « suicidé » quatre jours après sa disparition et à la suite d'une série d'interrogatoires policiers dont tout porte à croire qu'ils sont directement responsables de sa mort.

Radomir Radovic était un des vingt-neuf participants à une réunion de l'« Université volante » qui se tenait le 20 avril dernier dans un appartement de Belgrade où s'effectua une descente de police. Leur existence était l'illustration du nouveau climat de répression et de censure qui avait sévi dans les universités au tournant des années soixante-dix. Cette fois-là, Milovan Djilas avait

été invité à présenter ses vues sur la question nationale. Parmi les participants se trouvait une très grande diversité de personnes, allant de Djilas, aujourd'hui en faveur d'une insertion systématique de la Yougoslavie dans le marché mondial capitaliste, jusqu'à Radomir Radovic. Plusieurs participants avaient fait de la prison pour avoir manifesté en défense de Solidarnosc ; beaucoup n'avaient sans doute guère d'autres options que celles d'une liberté d'expression, de réflexion, de création (comme Lazar Stojanovic, metteur en scène de cinéma qui a passé trois ans et demi en prison pour son film *Plastic Jesus* considéré aujourd'hui comme un chef-d'œuvre du cinéma d'avant-garde yougoslave).

Violences physiques

Tous les participants ont été interpellés, interrogés, leurs maisons parfois fouillées. Mais tous ont été dans un premier temps relâchés. Milovan Djilas est toujours « libre ». Mais Radomir Radovic est mort. Cinq personnes ont dénoncé des violences physiques commises par les policiers à leur encontre — notamment un matraquage sur la plante des pieds lorsqu'elles ont refusé de désigner un faux témoin. Jovica Mihajlovic, isolé dans la cellule, a tenté, en état de choc, de se suicide

der avec les verres de ses lunettes. Tels sont les faits sur lesquels se sont appuyés une vingtaine de signataires, écrivains et artistes yougoslaves célèbres, qui ont écrit une lettre ouverte à Stane Dolanc, nouveau membre de la Présidence collégiale, pour exiger une enquête immédiate sur les circonstances de la mort de Radomir Radovic et pour que justice soit faite contre les responsables de ce qui est sans aucun doute un crime.

C'est dans ce contexte que trois des participants à la réunion du 20 avril ont été remis en prison, en l'attente d'un procès, et que trois nouvelles arrestations viennent d'avoir lieu. Ces dernières — Vladimir Mijanovic dit « Vlada-la-révolution », Milan Nikolic et Pavle Imsirovic, qui ont tous deux fait de la prison pour leurs idées d'extrême gauche et récemment pour leur soutien à Solidarnosc — touchent la génération des étudiants de 1968 : le Juin 68 yougoslave fut celui des occupations d'universités sous le mot d'ordre « Autogestion de bas en haut ! » à la fois contre la bureaucratie, les inégalités et l'extension du marché. Ce fut celui d'un internationalisme militant aux côtés du peuple vietnamien.

Ces trois emprisonnés — ainsi que V. Seselj, connu pour ses idées nationalistes — ont entamé une grève de la faim et sont dans un état inquiétant. Milan Nikolic vient de faire une crise cardiaque (1).

Des remous importants

Ces arrestations et brutalités provoquent aujourd'hui de grands remous dans la presse yougoslave et à l'intérieur même des instances de la LCY (Ligue des communistes yougoslaves).

Si elles sont le fait de la Sécurité d'Etat soutenue par une aile du parti, nombreux sont en même temps ceux qui, dans et hors du parti, estiment qu'aucune solution à la grave crise que traverse aujourd'hui la Yougoslavie (2) ne sera trouvée dans la répression des idées. Ces arrestations veulent intimider et empêcher toute jonction entre les intellectuels de gauche et les travailleurs au moment où les diktats du FMI viennent d'être acceptés, sous la contrainte d'une dette de vingt milliards de dollars : le chômage (près d'un million de personnes et autant d'émigrés) et la dégradation du niveau de vie (près de 40 % en moins de trois ans) vont encore s'accroître.

Voilà la raison d'une telle « nervosité » policière. Elle va de pair avec une logique anti-ouvrière de gestion de la crise.

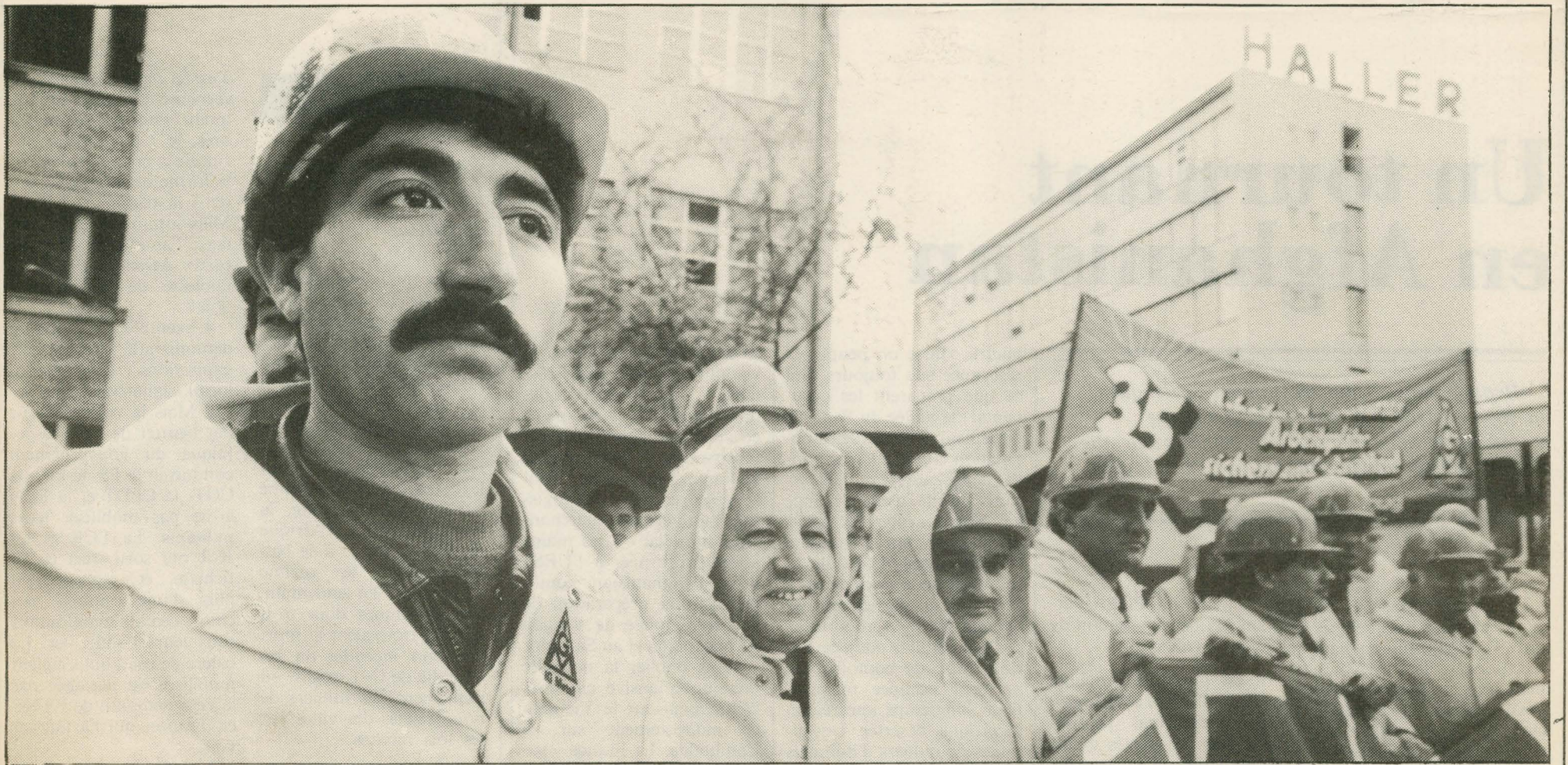
Avec tous ceux qui en Yougoslavie, dans et hors la LCY, sont convaincus qu'une telle crise doit se résoudre au travers d'une mobilisation des travailleurs, dans la plus grande clarté des choix, nous demandons :

— la libération immédiate de tous ceux qui sont emprisonnés pour leurs idées, notamment les quatre grévistes de la faim, Mijanovic, Nikolic, Imsirovic et Seselj ; — que toute la lumière soit faite sur la mort de Radomir Radovic et que justice soit faite contre les coupables.

C. Verla

1. Cf. *le Monde* du 15 juin 1984 sur lequel il est possible de prendre appui pour les motions et pétitions à adresser à la Présidence collégiale de la Yougoslavie, en passant par l'ambassade (avec délégations si possible), 54, rue de la Faisanderie, Paris XVI^e.

2. Cf. *l'Inprekor* du 9 janvier 1984 et le numéro qui est sous presse à ce jour.



RFA

Un calme apparent

Les négociations IG-Metall-patrons de la métallurgie sont au point mort. La « passivité » des travailleurs empêcherait l'extension de la grève, selon les responsables syndicaux.

Cette faiblesse de la lutte est pourtant loin d'être irrémédiable, de nombreux indices en témoignent. En Europe, l'heure est à la solidarité, plus que jamais.

« On ne peut étendre la grève, cela coûterait trop cher au syndicat. » Derrière cette explication officielle de l'attentisme de la direction de l'IGM — chaque gréviste touche environ mille francs par semaine versés par la caisse de grève du DGB — se cache une raison plus profonde, évoquée dans les discussions entre militants et responsables.

« Ce n'est pas élargir une force que d'élargir une faiblesse. » Cette évidence sert de justification. Selon les responsables de l'IGM, « la faiblesse » de la grève est la passivité des travailleurs dans l'action depuis cinq semaines. On connaît l'argument : méfiance !

Mais le jugement bien tourné de l'IGM reflète aussi la somme des contradictions à l'œuvre, dans l'action gréviste la plus large qu'ait connue la RFA depuis des dizaines d'années. Il serait parfaitement vain de l'ignorer. La direction nationale de l'IGM oppose son inertie permanente aux dirigeants des structures, à la pointe de l'action. Les travailleurs sont effectivement absents de la grève au quotidien.

Mardi 13 juin, la « journée d'action » dans la région de Stuttgart n'a rien donné, ou presque... Les débrayages de deux heures dans les entreprises de la métallurgie ont été négligeables (voir *Rouge* du 15 juin). Le rassemblement devant la gare de Cannstadt (dans la banlieue ouvrière de l'agglomération) comptait seulement cinq mille participants. « C'est trop peu, explique un manifestant, il suffit de rappeler, pour se faire une idée, que vingt mille travailleurs sont lockoutés chez Daimler Benz, une des usines de l'agglomération [Opel, Porsche, Bosch...]. » « On ne peut élargir, intensifier le combat, les travailleurs n'y sont visiblement

pas prêts », concluent les responsables de l'IG-Metall, preuve à l'appui.

Grève discrète

La visite de Stuttgart, du centre aux zones industrielles, en passant par d'immenses espaces verts, paraît accréditer ce jugement. La grève est quasiment invisible. Les affiches sont rares, très rares. Entre les portes de l'immeuble du DGB au centre ville et le pont qui mène à l'usine Daimler Benz des kilomètres plus loin, on en compte à peine plus d'une dizaine ! On en remarque une au passage, si l'on fait très attention, perdue au milieu d'un mur, face à l'imposant immeuble de Transformation Union (fabrique de transformateurs). Certes, les affiches de la campagne européenne ne sont guère plus envahissantes. La propagande du SPD (social-démocrate) côtoie celle du CDU (chrétien démocrate), des Verts ou du NPD (néo-nazis)... sur quelques grands panneaux éparpillés à travers l'agglomération. Le CDU truste les panneaux publicitaires. Des affichettes du PCI (Parti communiste italien), du MSI (fasciste « made in Italy ») ou du Pasok (social-démocratie grecque) témoignent de l'importance de l'immigration en RFA, tout comme les vendeurs de journaux turcs, à la sortie des stations de l'U-bahn (métro), le samedi matin (voir *Rouge* du 15 juin). Mais le tout reste très discret...

Occupation stoppée

A midi trente, en semaine, un flot continu de cadres et d'employés de bureaux pénètre dans les bâtiments de Daimler Benz, par l'entrée principale. Aucune trace de piquet de grève, dans l'usine où les

ouvriers ont cessé le travail depuis des semaines.

Des dizaines d'années durant, les travailleurs en grève ont été habitués à rester chez eux. Le syndicat négocie et décide, « c'est son rôle ». Les grévistes perçoivent les indemnités de la caisse de grève et attendent que soit annoncée, officiellement, la reprise du travail. La direction du DGB n'a rien fait pour transformer ces traditions-là lors de la grève des trente-cinq heures, fruit d'une bataille de plusieurs années de courants gauche au sein de la confédération. Sitôt prévenue, elle a stoppé les occupations d'entreprises par les grévistes.

A Lorch, une petite usine de la métallurgie était occupée du lundi 28 au mercredi 30 mai, et déserte le jeudi 31, parce que l'on ne fait pas grève en Allemagne les jours fériés. L'occupation n'a pas repris le lundi suivant. La mise en garde était tombée de la direction nationale. Les responsables régionaux ne tenaient pas à s'opposer frontalement aux directives de la centrale. A Russelsheim, les travailleurs d'Opel étaient prêts à occuper leur usine. La direction régionale s'en est tenue à des consignes allusives : « On peut faire des piquets de grève devant les portes, mais aussi dans l'entreprise. » (occuper la boîte en langage décodé...) L'occupation n'a pas eu lieu. La spontanéité des grévistes n'a pas bousculé la timidité des responsables de l'IGM-Stuttgart devant les consignes attentistes des responsables nationaux.

Quoi d'étonnant au fond ? La première grève d'une telle ampleur en RFA depuis les années cinquante ne se double pas d'une rupture massive avec une attitude profondément ancrée : la délégation de pouvoir.

Là où les responsables syndicaux font appel à la mobilisation des travailleurs, ceux-ci répondent présent. Les deux cent mille manifestants de Bonn, il y a deux semaines, l'ont démontré à l'évidence. Mais ceux de Bosch (quinze mille travailleurs à Stuttgart), par exemple, étaient absents. Les délégués d'entreprise de l'usine n'avaient pas jugé utile de préparer la marche.

La passivité et le prétexte

De nombreux indices en témoignent, la passivité — « la faiblesse » selon les dirigeants de l'IGM — des travailleurs durant la grève n'est pas irrémédiable. « On

peut citer Bertold Brecht, remarque un militant du GIM (section de la IV^e Internationale en RFA), pour caractériser l'attitude des responsables de l'IGM : si le gouvernement est mécontent du peuple, il faut dissoudre le peuple. »

La radicalisation de la grève des ouvriers du Livre (IG Druck und papier) a quasiment privé l'Allemagne fédérale de quotidiens, pendant les derniers jours de la campagne des élections européennes. Dans de nombreuses villes, Hambourg, Munich..., les travailleurs des entreprises de la métallurgie attendent avec une certaine impatience qu'on les consulte, pour élargir le mouvement. A Esslingen, les travailleurs de la SEL (mille huit cents salariés) devaient être lockoutés lundi 18 juin, ils ont préféré se mettre en grève dès vendredi 15.

La participation d'employés des services publics aux débrayages de solidarité, l'évolution des prises de position d'autres fédérations du DGB, telles que les mines ou le textile (voir interview de J. Moneta, dirigeant du GIM, ancien rédacteur du journal de l'IG-Metall, dans *Rouge* du 1^{er} juin), démontraient une disponibilité à l'action, nouvelle chez les travailleurs de RFA. Mais celle-ci ne peut se renforcer, sans consignes claires des directions centrales des syndicats. Elles font défaut.

« Aujourd'hui, dans le syndicat les discussions se dégèlent, explique un militant du GIM, de nombreux militants souhaiteraient que la régionale de Stuttgart prenne les initiatives hardies, nécessaires face aux dictats patronaux. » Cette attitude des patrons de la métallurgie pourrait d'ailleurs provoquer des retournements de situation inattendus. Car les dirigeants de l'IG-Metall en sont de plus en plus largement convaincus : « Ils veulent briser le syndicat. »

Rien n'est joué, explique un militant du GIM. « Concevez bien, conclut-il, qu'une défaite chez nous aurait des conséquences dans toute l'Europe dans la bataille contre le chômage. Une analyse réaliste du mouvement aujourd'hui ne doit pas amener à une conclusion pessimiste sur ses lendemains, mais à concentrer les forces afin de compenser ses faiblesses. »

C'est un appel, en quelque sorte. En France, les témoignages de soutien à la grève des travailleurs allemands aux premiers rangs pour les trente-cinq heures sont, pour le moment, beaucoup trop rares.

Michel Morel

Un tournant en Afghanistan

L'offensive lancée par les troupes soviétiques au mois d'avril n'a pas suffi à réduire la résistance. Elle n'a été rendue possible que par un marchandage international sur le dos des peuples.

La grande presse a récemment mis pour quelques jours l'Afghanistan en haut de colonnes. Il y avait de quoi. Jamais offensive aussi massive n'avait été conduite dans un seul secteur du pays — il est vrai décisif — la vallée du Panjshir et sa prolongation dans le nord-est, principal accès vers le Pakistan.

C'était la rupture du *statu quo* qui avait mis fin aux offensives ratées des années précédentes contre la vallée du Panjshir.

Changement de politique russe ? La coïncidence du tournant avec l'accession au pouvoir de Tchernenko ne peut pas être un hasard. Sous Andropov — qui avait fait dire son hostilité à l'affaire d'Afghanistan — on avait assisté à des efforts politico-policiers de pourrissement de la résistance par l'infiltration d'agents, de corruption de notables et de formation massive de jeunes en URSS. Cela non sans quelques succès inquiétants.

Mais une telle politique aurait demandé non seulement du temps, mais surtout que cette course contre la montre soit gagnée contre trois ordres de facteurs contraires : l'effort de coordination militaro-politique de la résistance ; la décomposition

du pouvoir du PDPA-Parcham ; la démoralisation de l'armée soviétique.

Il est plus que probable que les militaires soviétiques supportaient mal l'enlèvement dans les postes qu'on ne ravitaillait qu'en convois blindés et autour desquels les maquisards circulent la nuit en toute sécurité, ainsi que les pertes, certes minimes, mais sans combats décisifs, et ont donc obtenu du nouveau maître une politique du « dernier quart d'heure ».

Le dernier quart d'heure

L'offensive d'avril ressemble en effet beaucoup à ce qui a porté ce nom dans la guerre de la France contre l'Algérie soulevée. Jamais aussi peu de troupes afghanes — quasi pas — ; vingt ou trente mille Russes engagés (le contingent global en Afghanistan étant porté à cent quarante mille hommes), précédés de bombardements énormes par artillerie lourde et bombardiers et d'un bouclage de toute la zone, des troupes hélicoptères occupant les sommets.

Oui, mais... Le commandant Massoud avait été prévenu (comme dans toute

guerre contre un peuple, la résistance sait toujours tout ce que préparent les occupants) ; la vallée du Panjshir largement évacuée de sa population civile et la résistance repliée, attendant l'adversaire qu'elle avait devancé en faisant sauter les ponts de la route vers la frontière d'URSS. Il semble qu'elle ait fait subir de lourdes pertes à l'ennemi, en particulier aux troupes d'élite aéroportées.

Quel résultat pour ce terrible coup de boutoir ? On ne peut occuper massivement longtemps une région désertique, désertée. Des dizaines de milliers d'hommes ne peuvent camper là. Il va falloir, comme sur les grands axes routiers, installer des postes-bastions qui seront autant de points isolés dans l'étendue hostile, à ravitailler à grands frais et risques. Certes, la politique de la terre rase rend l'existence de la résistance plus précaire sur le terrain, mais ne l'empêche pas d'exister.

Cette offensive semble avoir été l'occasion d'une meilleure prise de conscience de l'unité de la cause afghane de la part d'autres secteurs décisifs de la résistance qui ont apporté leur aide aux forces de Massoud.

Un marchandage international

La grande offensive du Panjshir ne règle donc rien. A nouveau, il va falloir compter sur le temps et... la politique internationale.

On sait que l'armement essentiel de la résistance est d'origine chinoise. D'autre part, les milieux dirigeants américains ont été pour le moins réticents et modérés dans leur réaction à l'offen-

sive d'avril, et la CIA ne livre plus d'armes à la résistance. Une surdétermination planétaire n'est peut-être pas étrangère à cette offensive et au feu vert que lui a donné Tchernenko. Tout se passe comme s'il s'agissait d'un véritable marchandage mondial où les mains libres confirmées à l'URSS pour l'Afghanistan équilibreraient la préparation de la guerre totale de Reagan au Nicaragua et au Salvador — sans oublier la nouvelle pression offensive chinoise, directement sur le Vietnam et indirectement sur le Cambodge. La France « socialiste » joue sa partie dans ce concert des nations. Pour le PS, la capitulation devant Reagan, l'abandon des promesses d'armements faites au Nicaragua équilibrent l'aide « purement humanitaire » et les bonnes paroles concédées à la résistance afghane. Le PC se satisfait de la lâcheté du premier volet de cette politique à la Ponce Pilate au profit... de la lâcheté sur le second volet.

Cet échange est trop objectivement évident pour que la lutte pour la liberté des peuples n'y réponde pas en même temps. L'unité et l'efficacité de la lutte contre l'impérialisme en Amérique centrale est dépendante de la dénonciation du principe des « zones d'influence » et de son application par l'URSS en Afghanistan. La lutte anti-impérialiste se désarme si elle ferme les yeux — ou même simplement semble fermer les yeux — sur le génocide afghan. Les deux refus, les deux luttes sont inséparables.

Michel Lequenne

AFRIQUE DU SUD

Pendant la tournée la répression continue

Huit ans après, Soweto vient de connaître à nouveau l'état de siège le 16 juin. Plusieurs centaines de jeunes noirs qui manifestaient à la sortie d'un service commémoratif à l'Eglise Regina Mundi ont été dispersés par la police. Huit ans après le soulèvement de 1976, réprimé par un bain de sang, la jeunesse noire d'Afrique du Sud continue à se battre contre le régime d'apartheid. Le lendemain, sept personnes dont trois enfants trouvaient la mort dans un incendie du bidonville de Crossroads, où s'entassaient des milliers de noirs rejetés des villes par les lois racistes.

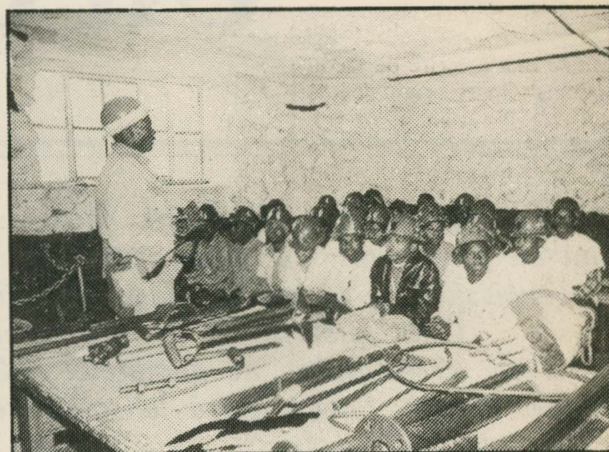
Si le doute existait encore sur les « changements » mirobolants qu'aurait connus l'Afrique du Sud, voilà de quoi le dissiper. C'est pourtant le représentant

d'un tel régime que le gouvernement a reçu, en déléguant l'un de ses membres, le 7 juin dernier. La riposte a pris, entre autres, la forme de manifestations dans la région et à Paris. Mais comment ne pas partager l'amertume de nombreux Africains devant la faiblesse de la mobilisation ?

L'exemple d'Amiens est démonstratif. Trente organisations (un record local) signataires de l'appel. Mais la volonté de ne pas heurter de front la politique du gouvernement conduisait le PS, le PC, la CGT, la CFDT et la FEN à ne pas mobiliser leurs militants. La LCR et les JCR ont sorti tract et affiche et regroupèrent plus d'une centaine des cinq cents manifestants sous leurs banderoles. La colère de ceux qui s'étaient mobilisés est partagée par la représentante de l'ANC en France, qui l'a fait savoir.

Malgré les liens de cette organisation avec le PC sud-africain, le caractère tout symbolique des efforts du PCF et de la CGT est un peu dur à avaler.

J. -J. L.



DOMINICAINE REP.

Offensive répressive

Nous avons reçu le communiqué suivant du Front de la gauche dominicaine : « Le gouvernement dominicain a commencé une offensive nationale contre les dirigeants politiques de gauche, paysans, ouvriers, militants des droits de l'homme.

« Ramon Martinez, secrétaire du Comité des droits de l'homme, Roberto Santana (Union patriotique anti-impérialiste-FID), Jimenez Damian (Parti communiste dominicain-FID), Fidelio Despradel et Ramon Cristobal Pena (Mouvement paysan indépendant) et d'autres dirigeants sont emprisonnés. Le nombre des prisonniers dépasse les trois cents.

« Les maisons de Leonardo Mercedes, Raphaël Baez Perez, Edgardo Erisson, Victor Morales, membres du Bloc socialiste-FID, de Franklyn Franco, du Mouvement fédériste, et de Juan Mejia du Parti des travailleurs dominicains-FID, ont été perquisitionnées.

« Des centaines de mili-

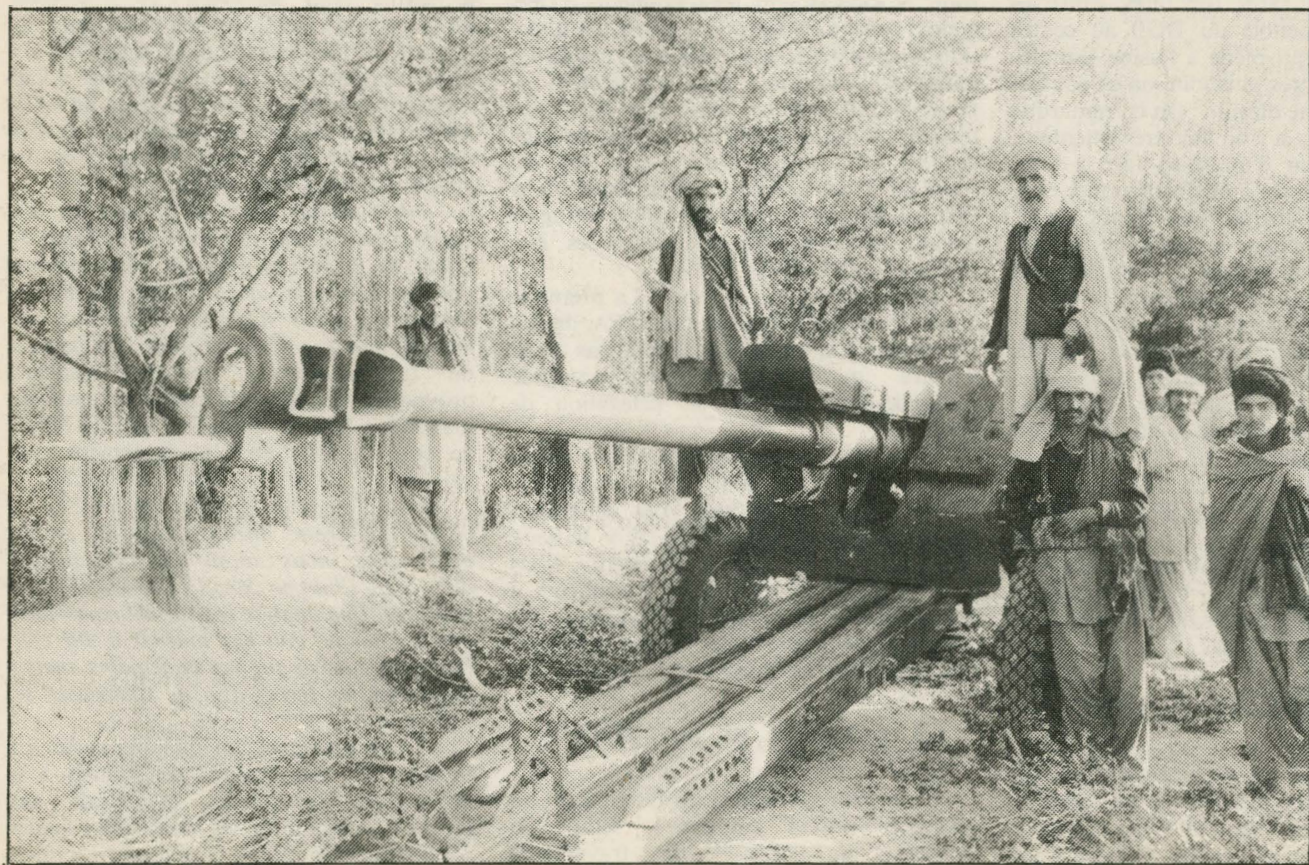
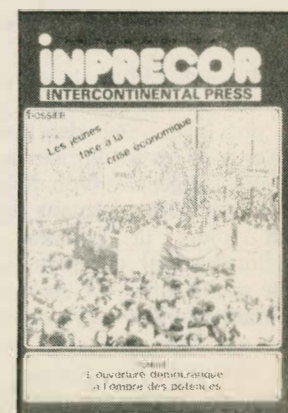
tants populaires sont persécutés, entre autres Pedro de Leon, dirigeant du Mouvement paysan indépendant.

« Le FID (Front de la gauche dominicaine) dénonce la répression gouvernementale comme étant un premier pas pour mettre le paiement des importations de pétrole sur le marché parallèle des devises, et pour prendre d'autres mesures antipopulaires.

« Le FID demande la solidarité ample et urgente de ses amis. »

Saint-Domingue,
le 16 juin 1984
Front de la gauche
dominicaine

Vient de paraître



Polars dans les kiosques

Les deux vedettes sont, sans surprise, un Français, Demouzon, et un Américain, Ed McBain.

Demouzon sort, chez Ramsay, *le Complot du café rouge* ; c'est une suite d'histoires-énigmes où le lecteur doit trouver l'assassin. Le jeu domine, comme dans le polar « primitif » ; cela donne à Demouzon l'occasion de théoriser agréablement. Et, en Série noire, *Si Ed McBain m'était conté*, recueil de nouvelles, pot-pourri merveilleux et souvent hilarant.

Nouveautés françaises : de l'honorable ordinaire. Une mention pour *Dobermann bastringue*, de Joël Houssin (Spécial police) ; dans une série qui avait commencé très bas, Houssin se met à écrire de façon assez drôle et originale, en un argot autonome et savoureux. Mais on oubliera vite le Masque, *Des voisins très inquiétants*, de Caroline Pourunjour, les Engrenages, *les Joyaux de la couronne*, de Jean Monsour, et *Charlotte et Julia* de Gilbert Tanugi, et la Série noire, *le Géant inachevé* de Didier Daeninckx.

Ordinaire aussi la cuvée anglo-américaine : si *US go Rome* (R. O. Collin, Série noire) et *la Fortune de Fletch* (Gregory McDonald, Engrenage) sont d'honorables récits d'aventures, souvent drôles, sont bien fades *l'Autre fils de Dieu* (Engrenage, J. W. van de Wetering), et les Série noire *les Yeux pour pleurer* (Mark Sadler), *la Milice des fous* (John Wainwright), *la Mort est sans remède* (M. A. Collins), *le Grand Noir et le petit Blanc* (E. Naughton).

Dans les rééditions, ne manquez pas les John Dickson Carr : notamment *Hier vous tuerez*, chez Clancier Guénaud, c'est vraiment le plus grand écrivain de polars au monde ! Et aussi, chez J'ai lu, un Lebrun célèbre, *Pleins Feux sur Sylvie*, et un excellent Ross

McDonald, *l'Affaire Wycherly*.

Enfin pour l'histoire : le dernier San Antonio, à propos des européennes, met en garde contre Le Pen et sympathise plutôt avec Simone.

P. L. Thirard



Hitchcock : les années d'or

Tout a été dit sur la ressortie, après une vingtaine d'années d'absence, des cinq films (tournés en 1948 et 1958) aujourd'hui présentés sous le label d'âge d'or hitchcockien. Mais sous une apparence cohérente bien des contradictions parcourent ces cinq films.

Fenêtre sur cour : un crime hypothétique, un cadavre absent, trop d'indices et trop aléatoires. *Sueurs froides* : un vrai crime derrière un faux suicide, une vraie névrose contre une folie imaginaire, trois fois la même femme en échange d'un cadavre juste entrevu. *La Corde* : un corps dans une malle et des mondanités entre les assassins et un philosophe criminalo-socratique. *Mais qui a tué Harry* : un cadavre encombrant et trop de suspects pour qu'il n'y ait pas là une mort naturelle. *L'homme qui en savait trop* au déroulement policier plus traditionnel serait un peu à l'écart de ce jeu sur les vraisemblances. Comme l'indique le titre, en savoir trop n'est pas de mise.

Janséniste ou jésuite, mé-

taphysicien ou psychanalyste (la collection est longue des épithètes hitchcockiennes), le travail d'Hitchcock est tout dominé par le « problème » de la culpabilité et de l'aveu, de l'innocence et de la preuve. Pas de films à thèses, pourtant. Il n'y a de problème que dans la mesure où Hitchcock en décide ainsi. La valse des alibis et des mobiles, des faux et des vrais coupables, des cadavres absents ou des corps énigmatiques crée le vertige.

Hitchcock jubile dans ce marchandage constant entre le vrai et le faux. Rien de plus sérieux pourtant que ce jeu sur l'indice et le regard qui implique le spectateur comme un maillon essentiel, un pivot autour duquel s'organise cette vision judiciaire du monde. Car c'est bien de cela qu'il s'agit (En

profitera-t-on pour taxer Hitchcock de réactionnaire ?) : il faut toujours se disculper de quelque chose et en contrepartie confondre le faux innocent, telle une implacable loi de l'échange.

On spéculerait à l'infini sur les relations entre le ci-

néma et cette vérité toujours redevable d'un ultime aveu au tribunal des flagrants délits de l'apparence. Entre châtement et absolution, entre mensonge et vérité, entre regard inquisiteur et voyeurisme, notre morale n'est peut-être pas sauve mais le

cinéma a construit l'un de ses plus beaux édifices, la mise en scène a trouvé sa plus grande intelligence et l'œil de Dieu, comme dans la tombe de Cain, son plus grand rival.

Piotr Gourmandisch

A l'époque où...

A l'époque où Prelinger tournait *l'Homme au bras d'or*, « la drogue » n'avait pas encore le poids social qu'on lui connaît aujourd'hui. C'était un problème privé bien que la censure tolérât mal que l'on en parle. De ce point de vue le film date un peu. Il s'agit aussi d'autre chose : description d'un microcosme social en marge des normes, histoire d'une chute et d'une rédemption si chère au cinéma américain. Le tout empaqueté dans une mise en scène qui reste exemplaire. A l'époque où Powell tournait *les Contes d'Hoffman* d'Offenbach, les adapta-

tions filmées d'opéra convoquaient les médias avec moins de fracas que de nos jours. L'opéra est par définition la scène de l'artifice.

Aux tentations réalistes, Powell oppose encore plus de trucage, allant jusqu'à justifier une magie propre au cinéma dans un univers en apparence étranger. A l'époque où Mankiewicz tournait *Jules César*, Shakespeare était Shakespeare depuis longtemps ; Brando, Mason, Gielgud étaient déjà de toute éternité. Remettre sur le tapis la question des rapports du cinéma et du théâtre ne vaudrait que si

le film butait ou s'emballait. Rien de tel. Juste la perfection. A l'époque où Renoir tournait *le Fleuve*, il n'y avait pas de charters pour Calcutta et Kipling était un écrivain provincial quoique Nobel. L'Inde ne sert à Renoir qu'à conter sa propre fable entre un lapin qui tire du côté d'*Alice au pays des merveilles* et un cobra sorti de l'Inde fabuleuse. La vie coloniale d'une famille anglaise rose bonbon, bonbon parfois acidulé ou amer. Une parenthèse un peu sardonique dans une œuvre où combien décapante.

Piotr Gourmandisch



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *Règlements de comptes à OK Corral*, western de John

Sturges avec Burt Lancaster et Kirk Douglas. Un grand classique, où Lancaster

prête magistralement sa silhouette à la figure mythique du « marshall » Wyatt Earp, et Kirk Douglas son fantastique talent pour faire du tuberculeux Doc Holiday, l'une des plus belles figures d'anti-héros du cinéma US.

22 h 30 (FR3), *le Val d'enfer* de Maurice Tourneur avec G. Leclerc.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *Meteor* de R. Neame avec Sean Connery et Nathalie Wood ; la coexistence paci-

fique appliquée au péril intersidéral... Ringard ou rigolo (rayez la mention inutile...)

20 h 35 (FR3), *Utopia* de Iradj Azimi avec Laurent Terzieff et D. sanda.

● **Mardi** 20 h 35 (TF1), le magazine d'A. Denvers, R. Pic et M. Albert (« Les mardis de l'information »), proposent un dossier consacré à « la Caraïbe ».

20 h 40 (A2), *Monsieur Ripois* de René Clément avec G. Philippe, V. Hob-

son et Joan Greenwood. L'un des films les plus méconnus de Clément, et pourtant l'un des meilleurs films français des années cinquante.

20 h 35 (FR3), *le Convoi de la peur*, remake US du *Salaire de la peur* de H. G. Clouzot, par William Friedkin, le cinéaste de « French Connection », avec R. Schneider, B. Crémier. Efficace, mais était-ce vraiment utile ?

● **Mercredi** 19 h 45 (TF1),

finale du Championnat d'Europe des nations (en football, je crois...)

21 h 50 (FR3), *Fernand* de René Féréty (pas vu, mais intéressant aux dires de camarades de bon conseil).

● **Jeudi** 20 h 40 (FR3), *Salut l'artiste*, un très bon film d'Yves Robert (l'un de ses meilleurs d'ailleurs !) avec M. Mastroianni, J. Rochefort, F. Fabian et C. Gravena.

Michel Laszlo

EUROPE

Les coalitions de droite ébranlées

Le scrutin des européennes dans les neuf autres pays de la CEE n'a pas donné lieu à un virage à droite.

Ces élections ont été marquées par la place du Parti communiste italien, la poussée des Verts en RFA et le redressement des travaillistes en Grande-Bretagne.

Les résultats des élections au Parlement européen dans les autres pays de la Communauté n'ont pas été à l'image des résultats français. La poussée de l'extrême droite, le recul du PS et surtout du PC ne sont pas des tendances observées lors des autres scrutins.

Le taux de participation a été notablement supérieur dans plusieurs pays. L'Italie, la Belgique, le Luxembourg dépassent les 85 % de votants, la Grèce atteint un taux de 77 %. La RFA, le Danemark et les Pays-Bas ont connu des taux analogues à la France (de 50 à 57 % de participation). Seuls les électeurs du Royaume-Uni ont massivement boudé les urnes puisque plus des deux tiers d'entre eux n'ont pas voté.

Les résultats de la RFA, de la Grande-Bretagne, d'Italie et de Grèce étaient particulièrement attendus. Les rapports de forces politiques qui en sortent ne traduisent pas de glissement à droite, même si la majorité du nouveau Parlement reste ancrée à droite.

« Le dépassement » du PCI

Etre le premier parti d'Italie devant la Démocratie chrétienne était une vieille obsession pour le PCI. Enrico Berlinguer n'aura connu qu'un succès posthume et si sa mort a plutôt bénéficié à son parti, il serait erroné de n'y voir qu'un vote sentimental. La Démocratie chrétienne n'a pu faire mieux que maintenir son score de l'an dernier. Il vient confirmer l'érosion d'un parti au pouvoir depuis la fin de la guerre.

Le Parti socialiste du Premier ministre Bettino Craxi, lui, continue de stagner à 11 %. Il ne tire donc aucun parti de sa présence au gouvernement. Il paye même la politique d'austérité qu'il a mise en œuvre, notamment avec les décrets anti-échelle mobile. Cela est confirmé par la ligne sur laquelle le PCI s'est battu, une ligne d'opposition, de « chevauchement » des luttes, qui lui permet de parvenir à la lisière de ses records électoraux de 1975-76. A l'époque, avec plus de 34 % des voix, le PCI s'était impliqué dans la formation d'une majorité d'union nationale qui devait durer jusqu'en 1978.

RFA : entrée des Verts

La coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux a, elle aussi, reçu du plomb dans l'aile. C'est un échec cuisant pour les libéraux du FPD qui, pour la première fois depuis la guerre, descendent en dessous de la barre des 5 %. Ainsi, ils n'auront pas de représentation à Strasbourg. La CDU de Helmut Kohl recule également par rapport aux premières élections européennes de 1979. Mais le Parti social-démocrate (SPD) ne progresse pas et reste en dessous des 40 %.

S'il y a un vainqueur, c'est bien du côté des Verts qu'il faut le chercher. Avec 8,2 % et sept sièges, c'est une entrée remarquée que fait cette liste. Elle témoigne de l'écho de leur campagne axée sur la dénonciation de la militarisation de la CEE, de la politique agricole commune et de l'ensemble de la politique économique de la

Communauté « favorisant la chasse éhontée au profit du gros capital ».

Le contexte de l'affrontement des travailleurs avec le patronat sur la question des trente-cinq heures, la question des euromissiles et les projets gouvernementaux d'amnistie dans l'affaire des pots de vin ont pesé et ont favorisé une campagne dynamique.

ticipation a été plus de deux fois inférieure à l'an dernier —, il faut souligner la progression de 5 % par rapport aux européennes de 1979 (5 % de mieux pour une participation identique).

Il y a un an, les travaillistes se voyaient talonnés par l'alliance des libéraux et des social-démocrates. Aujourd'hui, le Labour Party talonne un Parti conservateur en recul. Un tel redressement, alors que la situation intérieure reste dominée par la grande grève des mineurs qui en est à son quatrième mois, a permis à Neil Kinnock, leader du parti travailliste, de parler de victoire. Les grands perdants : les libéraux et les social-démocrates qui, du fait du mode de représentation en Angleterre ne leur laisse espérer qu'un siège au Parlement européen.

Grèce : les socialistes restent majoritaires

Le scrutin du 17 juin apparaissait

aura donc dominé et permis aux partis ouvriers de demeurer majoritaires.

La progression des partis ouvriers

Dans les autres pays de la CEE, il faut souligner la progression en Belgique des partis socialistes tant en Flandre que dans les régions francophones, avec un siège de plus dans chaque cas, de même que celle des écologistes qui obtiennent une représentation de deux sièges.

Aux Pays-Bas, l'attitude sur l'implantation des missiles US a été un critère déterminant dans les votes. Elle provoque un recul de 5 % du parti du Premier ministre chrétien-démocrate, qui perd deux sièges, alors que leur opposition permet aux socialistes du PVDA de gagner 3 % et de se trouver en tête.



Le PCI est désormais le premier parti italien.

Un véritable problème politique est donc posé à la coalition gouvernementale, car l'échec libéral n'a rien de conjoncturel mais vient couronner le recul régulier de cette formation. Reste à savoir si les Verts et le SPD renouvelleront des accords comme celui de gouvernement conclu dans la Hesse et se lanceront à l'assaut de la majorité.

Le redressement travailliste

Un an après avoir subi le raz de marée conservateur et se trouver remené à 27,6 %, le Parti travailliste a effectué un retour spectaculaire en regagnant 9 %. S'il faut pondérer les résultats — la par-

comme un test pour le gouvernement Papandréou. Le gouvernement du PASOK avait face à lui le mécontentement grandissant dans la classe ouvrière devant sa politique d'austérité et de compromis avec l'impérialisme américain. Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie espéraient bien se saisir de cette opportunité d'effacer la défaite de 1981. Une forte polarisation des votes a empêché la réalisation de ces souhaits. Le PASOK recule par rapport aux dernières élections nationales qui le créditaient de 48 % des voix, mais avec 41,6 % il devance toujours la Nouvelle Démocratie qui n'atteint que 38,2 %. Le PC de l'extérieur (pro-soviétique) dépasse les 11 %. A eux trois, ces partis totalisent plus de 90 % des voix. Le vote « utile »

Parmi les premiers enseignements qu'il faut tirer de ces élections dans les neuf autres pays de la CEE, il y a l'échec du plébiscite que les partis réactionnaires cherchaient à obtenir pour leur politique d'austérité. Ensuite, ces élections ébranlent les coalitions de droite au pouvoir en RFA comme en Italie et montrent un redressement et une progression des partis ouvriers dans plusieurs pays. Il n'en demeure pas moins que ceux-ci, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition ne présentent toujours pas de politique véritablement alternative à l'austérité et doivent de plus compter, principalement en RFA, avec les Verts.

Jean-Jacques Laredo